Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

Ministère des Relations internationales

Rapport annuel 1996-1997

Québec

Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

Ministère des Relations internationales

Rapport annuel

1996-1997

Québec

Le contenu de cette publication a été rédigé par
le ministère des Relations internationales

Cette publication a été produite par
Les Publications du Québec
1500-D, rue Jean-Talon Nord
Sainte-Foy (Québec)
G1N 2E5

La forme masculine utilisée dans le texte désigne aussi bien les femmes que les hommes. Elle n'est utilisée que pour alléger le texte et en faciliter la compréhension.

Dépôt légal 1997
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-551-17959-9
ISSN 1201-3005

© Gouvernement du Québec, 1997

Tous droits réservés pour tous pays
Reproduction par quelque procédé que ce soit
et traduction même partielles, interdites
sans l'autorisation des Publications du Québec.

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
QUÉBEC (Québec)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport annuel du ministère des Relations internationales pour l'année financière comprise entre le 1er avril 1996 et le 31 mars 1997.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie,

Sylvain Simard

Québec, décembre 1997

Monsieur Sylvain Simard
Ministre des Relations internationales
et ministre responsable de la Francophonie
525, boulevard René-Lévesque Est
QUÉBEC (Québec)
G1R 5R9

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel du ministère des Relations internationales pour l'exercice financier 1996-1997.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes meilleurs sentiments.

La sous-ministre,

Michelle Bussières

Québec, décembre 1997

Table des matières

CHAPITRE 1
Présentation du Ministère 9

1.1 Mandat du Ministère **9**

1.2 Structure administrative **9**

1.3 Mandat des unités administratives du Bureau de la sous-ministre **9**

— Secrétariat **9**

— Bureau de liaison – Montréal **9**

— Direction de la vérification interne et de l'évaluation **10**

— Direction des affaires juridiques **10**

— Protocole **10**

1.4 Mandat des unités **10**

— Direction générale des politiques et des relations fédérales-provinciales **10**

— Directions géographiques **11**

— Délégations générales et autres représentations du Québec à l'étranger **11**

— Direction générale des institutions francophones et multilatérales **12**

— Secrétariat à l'aide internationale **12**

— Direction des négociations internationales **12**

— Direction de la gestion de l'information et des inforoutes **13**

— Direction des communications **13**

— Direction des ressources humaines **13**

— Direction des ressources financières et matérielles **13**

1.5 Effectif **13**

1.6 Ventilation des crédits **13**

CHAPITRE 2
Activités 15

2.1 Afrique et Moyen-Orient **15**

— Relations intergouvernementales **15**

— Affaires publiques **15**

— Action sectorielle **15**

2.2 Amérique latine et Antilles **16**

— Relations intergouvernementales **16**

— Affaires publiques **17**

— Action sectorielle **18**

2.3 Asie et Pacifique **19**

— Relations intergouvernementales **19**

— Affaires publiques **20**

— Action sectorielle **20**

2.4 États-Unis **22**

— Relations intergouvernementales **22**

— Affaires publiques **23**

— Action sectorielle **23**

— Recherche scientifique et développement technologique **24**

— Développement linguistique **24**

— Développement des ressources humaines **24**

— Énergie **25**

— Commerce international **25**

2.5 Europe **25**

— Relations intergouvernementales **25**

— Affaires publiques **28**

— Action sectorielle **29**

2.6 France **34**

— Relations intergouvernementales **34**

— Affaires publiques **35**

— Action sectorielle **36**

2.7 Institutions francophones et multilatérales **38**

— Francophonie **38**

— Organisations et événements internationaux **39**

2.8 Secrétariat à l'aide internationale **40**

2.9 Direction générale des politiques et des relations fédérales-provinciales **41**

2.10 Négociation internationales **41**

2.11 Bureau de liaison – Montréal **43**

2.12 Protocole **43**

2.13 Services **44**

— Ressources humaines **44**

— Ressources financières et matérielles **44**

— Gestion de l'information et des inforoutes **45**

— Affaires juridiques **45**

— Communications **46**

— Vérification interne et évaluation **46**

Annexe I
Effectif 49

Annexe II
Ventilation des crédits 51

Annexe III
Ententes internationales conclues du 1er avril 1996 au 31 mars 1997 53

Annexe IV
Principales visites et manifestations organisées au Québec par le Protocole, du 1er avril 1996 au 31 mars 1997 55

Chapitre 1
Présentation du Ministère

1.1 Mandat du Ministère

Le mandat du ministère des Relations internationales est de planifier, organiser et diriger l'action du Gouvernement à l'étranger, ainsi que de coordonner les activités, au Québec, des ministères et des organismes en matière d'affaires internationales. Le Ministère est en outre chargé, en collaboration avec les ministères et les organismes concernés, de la mise en œuvre de la politique d'affaires internationales du Gouvernement. Cette politique a pour but de favoriser le rayonnement et le développement du Québec sur les plans commercial, économique, politique, social et culturel.

Le Ministère est le conseiller du Gouvernement, de ses ministères et organismes sur toute question ayant trait aux affaires internationales. Il est aussi le dépositaire de l'original de toute entente internationale et veille à leur négociation, leur conclusion et leur mise en œuvre. Il établit et maintient avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales les relations que le Gouvernement juge opportunes. Il favorise le renforcement des institutions francophones internationales dont le Québec est membre.

Le Ministère est en outre chargé d'effectuer des recherches, des études et des analyses sur les pays étrangers et leur situation géographique et économique, d'élaborer des stratégies territoriales et sectorielles et de faire la promotion à l'étranger du savoir-faire, des produits et des services québécois. Il veille également au respect de la compétence constitutionnelle du Québec dans la conduite des affaires internationales. Il recommande la ratification des traités et des accords internationaux impliquant le Gouvernement. C'est lui qui assure et dirige la représentation du Québec à l'étranger.

1.2 Structure administrative

Tel qu'annoncé en janvier 1996, le nouveau mandat confié au ministère des Relations internationales, associé au transfert d'une partie de son effectif vers le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, a nécessité quelques ajustements au niveau de la structure administrative supérieure.

Le Ministère est dirigé par une sous-ministre en titre, assistée de trois sous-ministres adjoints. C'est ainsi que l'ensemble des unités administratives à caractère bilatéral et multilatéral sont regroupées sous un même sous-ministre adjoint. Il en est de même pour celles dédiées aux affaires publiques, politiques et aux services à la gestion. La troisième fonction de sous-ministre adjoint demeure associée exclusivement aux activités protocolaires.

1.3 Mandat des unités administratives du Bureau de la sous-ministre

— *Secrétariat*

Dans le respect de l'autonomie des directions et en collaboration avec celles-ci, le Secrétariat assure la coordination des dossiers intersectoriels, procède aux consultations internes en vue de proposer une position ministérielle et, s'il y a lieu, répond des dossiers interministériels qui demandent une décision ou un suivi ministériel.

Le Secrétariat coordonne la préparation et le suivi des dossiers soumis par les différentes unités administratives à la sous-ministre, avant qu'ils ne soient soumis au ministre. De plus, il fournit l'appui administratif nécessaire à l'exécution des activités courantes du Bureau des sous-ministres.

Le Secrétariat favorise une vision d'ensemble du Ministère. Il assure la coordination, la conception et la cohérence des dossiers sur les relations internationales touchant plusieurs directions du Ministère et d'autres ministères. Il procède à l'examen des dossiers et des demandes et en valide la conformité avec les lois, les règlements, les directives et les orientations ministérielles; il formule des avis et des recommandations à la sous-ministre.

La secrétaire est la répondante officielle du Ministère pour les demandes concernant le Protecteur du citoyen, la *Loi d'accès à l'information* et la politique linguistique. D'autre part, le Secrétariat travaille à la conception et à la mise en place d'instruments de gestion des dossiers et il revoit périodiquement les procédures internes du Ministère.

Le Secrétariat s'assure de la diffusion de l'information et du suivi de dossiers horizontaux, en plus de recueillir la rétroinformation. Il facilite aussi les relations avec les organismes centraux, favorise les relations avec le cabinet du ministre et représente le Ministère à certains comités interministériels.

— *Bureau de liaison – Montréal*

Le Bureau de liaison à Montréal assure la présence du Ministère auprès de diverses instances de

Montréal et de la région métropolitaine dont les activités ont une incidence internationale. Le Bureau représente le Ministère auprès des cinq conférences administratives régionales (CAR) de la région métropolitaine : Montréal, Laval, Montérégie, Laurentides et Lanaudière. Il assure des liaisons fonctionnelles avec le ministère d'État à la Métropole et Montréal International. Il participe, en concertation avec les directions concernées, à titre de représentant ministériel aux activités publiques organisées par les consulats ou les organisations internationales présents à Montréal.

— *Direction de la vérification interne et de l'évaluation*

La Vérification interne est une fonction indépendante d'appréciation créée au sein du Ministère pour examiner et évaluer ses activités. Sous l'autorité de la sous-ministre, le vérificateur interne soutient les gestionnaires dans l'exercice de leurs responsabilités en leur fournissant des renseignements concernant l'efficacité du système de contrôle interne et la qualité de la performance. Cette direction a aussi le mandat d'évaluer les activités de programme afin de fournir au Ministère de l'information sur leur impact et leur pertinence en vue de la prise de décision dans le cadre du processus budgétaire.

— *Direction des affaires juridiques*

La Direction des affaires juridiques, qui relève du ministère de la Justice et qui dessert également le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du ministère du Conseil exécutif, a pour mandat d'assurer la légalité de l'action du ministère des Relations internationales. À ce titre, les juristes appliquent les normes du droit national et du droit international, s'assurent de la cohérence des actes juridiques du Gouvernement, de ses ministères et de ses organismes en matière internationale et participent à la défense de leurs intérêts, lorsqu'ils sont visés par une plainte devant des instances internationales. Enfin, la Direction porte une attention constante à l'application de l'article 15 de la loi sur le Ministère qui veut que le ministre, dans la conduite des affaires internationales, veille à ce que soit respectée la compétence constitutionnelle du Québec.

— *Protocole*

Aux titres d'administrateur du cérémonial d'État, de responsable pour ce qui concerne le gouvernement du Québec de l'application des Conventions de Vienne sur les privilèges et les immunités diplomatiques et consulaires, de même que des autres immunités et prérogatives de courtoisie consenties par le gouvernement du Québec aux représentants de gouvernements étrangers et aux organisations internationales établies sur son territoire, le Protocole veille à assurer les relations officielles entre les membres du gouvernement du Québec et ceux des corps diplomatiques et consulaires exerçant leur juridiction au Québec.

Il doit aussi entretenir avec ses homologues canadiens et étrangers des relations qui lui permettent de remplir ses responsabilités en matière de visites officielles et, enfin, il doit prendre les mesures nécessaires pour que soient appliquées, en matière de privilèges et d'immunités, les règles acceptées par le gouvernement du Québec.

1.4 Mandat des unités

— *Direction générale des politiques et des relations fédérales-provinciales*

Cette direction générale a un mandat qui comporte trois principaux volets :

- diriger et coordonner la mise à jour ainsi que la mise en œuvre de la politique d'affaires internationales et proposer, avec le concours des unités et des ministères concernés, des stratégies d'action internationale devant favoriser le rayonnement et le développement du Québec;
- assurer les communications officielles entre le Ministère et les ministères et organismes canadiens dont le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI);
- représenter le Ministère auprès des villes et des régions du Québec.

Dans le cadre de l'exercice du premier volet de son mandat relatif à la politique d'affaires internationales, la Direction est chargée d'analyser l'évolution de l'environnement international de manière à pouvoir en prévoir les incidences positives ou négatives sur le développement et le rayonnement du Québec. Elle est également appelée à proposer des plans et des stratégies d'action venant concrétiser les orientations, les objectifs et les priorités qui doivent guider l'action internationale du Gouvernement, de ses ministères et de ses organismes de façon à ce que cette action soit cohérente, efficace et adaptée aux exigences de l'environnement international dans lequel évolue la société québécoise.

Ces travaux d'analyse et de planification stratégiques supposent et exigent une concertation étroite et continue entre tous les intervenants. La Direction générale est ainsi appelée à assurer un rôle de coordination intraministérielle et interministérielle, et ce, aussi bien lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans et des stratégies d'action, que dans le cadre du processus annuel de programmation intégrée des

activités internationales des ministères et des organismes du Gouvernement.

Par ailleurs, la Direction générale est chargée d'assurer la communication officielle entre le Ministère et les ministères et organismes du gouvernement fédéral, et plus particulièrement le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada.

Enfin, elle a la responsabilité de représenter le Ministère auprès des différentes régions et municipalités du Québec lors d'échanges ou de discussions concernant leurs activités sur la scène internationale.

— *Directions géographiques*

La Direction générale France

La Direction générale Europe

La Direction générale États-Unis

La Direction générale Asie-Pacifique

La Direction Amérique latine et Antilles

La Direction Afrique et Moyen-Orient

Les principaux mandats de ces directions se définissent ainsi :

- proposer une stratégie de relations internationales sur leurs territoires, établir et réaliser un programme d'activités qui contribue au rayonnement du Québec et à son développement économique, politique, social et culturel;
- assurer les relations que le Gouvernement juge opportunes avec les gouvernements étrangers, notamment avec leurs représentants au Québec et au Canada, veiller à l'administration des ententes et des programmes qui peuvent en résulter et organiser des visites ministérielles dans les pays prioritaires afin de consolider et de développer les relations intergouvernementales;
- entretenir avec le ministère des Affaires étrangères canadien, les relations utiles pour la réalisation des activités québécoises à l'étranger;
- développer la collaboration avec les ministères sectoriels en ce qui concerne leurs activités internationales et leur fournir une aide appropriée;
- promouvoir les échanges de nature scientifique, culturelle et sociale ; administrer les programmes et les activités qui s'y rapportent et en évaluer les résultats en collaboration avec divers partenaires.

— *Délégations générales et autres représentations du Québec à l'étranger*

Les représentations du Québec à l'étranger jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de la programmation annuelle du Ministère. En collaboration avec les directions générales et directions géographiques, elles participent à la conception de la politique et des stratégies, à la définition des objectifs et des priorités, de même qu'à la conception, à la coordination, à l'exécution et à l'évaluation des programmes d'activités. Elles procèdent également à des activités de veille et d'analyse des caractéristiques de leur territoire.

Le ministère des Relations internationales ayant dû procéder, pour des raisons budgétaires, à la fermeture de douze délégations, d'autres modes de représentation moins coûteux ont été mis en place. Le gouvernement du Québec a procédé notamment à la nomination de six délégués chargés de le représenter, à partir du Québec, dans des pays ou des régions où il n'y a pas de représentation permanente. Le Québec a ouvert un Bureau à Munich, en partenariat avec le gouvernement de Bavière. Il s'est aussi associé avec des partenaires privés ou institutionnels pour créer des antennes commerciales dans différents pays et a recruté quelques agents culturels ou d'affaires publiques.

Le réseau des représentations du Québec à l'étranger est constitué de la façon suivante :

EUROPE

Délégation générale du Québec en France (Paris)

Délégation générale du Québec en Belgique (Bruxelles)

Délégation générale du Québec au Royaume-Uni (Londres)

Délégué du Québec pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse

Délégué du Québec pour la Russie et l'Ukraine

Bureau du Québec en Allemagne (Munich)

Service d'immigration du Québec en Autriche (Vienne)

Antenne commerciale en Italie (Milan)

Attaché aux affaires publiques et culturelles en Italie (Rome)

ASIE

Délégation générale du Québec au Japon (Tokyo)

Délégué du Québec pour l'Asie (à l'exception du Japon)

Service d'immigration du Québec en Chine (Hong Kong)

Antenne commerciale à Taïwan (T'ai-pei)

Antenne commerciale en Chine (Beijing)

Attaché commercial en Corée du Sud (Séoul)

Attaché commercial en Thaïlande (Bangkok)

Attaché commercial en Indonésie (Jakarta)

Attaché commercial en Malaisie (Kuala Lumpur)

Attaché aux affaires publiques, à l'économie et à la culture au Viêt-nam (Hanoi)

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

Délégué du Québec pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient

Bureau du Québec en Côte-d'Ivoire (Abidjan)

Service d'immigration du Québec en Syrie (Damas)

AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES

Délégation générale du Québec au Mexique (Mexico)

Délégué du Québec pour l'Amérique du Sud et les Antilles

Antenne commerciale en Argentine (Buenos Aires)

Antenne commerciale au Chili (Santiago)

Antenne commerciale en Colombie (Bogota)

Attaché aux affaires publiques et commerciales au Venezuela (Caracas)

ÉTATS-UNIS

Délégation générale du Québec à New York

Délégué du Québec pour les États-Unis du Centre et de l'Ouest

Bureau du tourisme à Washington

Attachés commerciaux à Boston

Attachés commerciaux à Los Angeles

Attachés commerciaux à Chicago

Attaché commercial à Atlanta

Attachés aux affaires publiques à Boston

— *Direction générale des institutions francophones et multilatérales*

La Direction de la francophonie conçoit, met en œuvre et évalue la politique du Québec relative aux institutions francophones internationales et, plus particulièrement, coordonne l'action du Gouvernement dans la préparation et le suivi des Sommets francophones. Elle exerce des fonctions d'analyse, de recherche, d'information et de représentation. Elle appuie la mise en œuvre de divers programmes de coopération au Québec et à l'étranger et assure la promotion des intérêts du Québec auprès des institutions francophones et de la population québécoise.

La Direction des organisations et des événements internationaux coordonne les relations du Québec avec l'ensemble des organisations internationales gouvernementales (OIG) et non gouvernementales (OING) à vocation universelle. À cet effet, elle a pour mandat d'assurer la conduite de l'action du Gouvernement auprès de ces organisations internationales et de favoriser la participation des Québécois aux activités de ces organisations. Elle doit de plus promouvoir l'implantation et le développement d'organisations internationales gouvernementales (OIG) et non gouvernementales (OING) au Québec, contribuer à l'accroissement de l'offre de biens et services québécois auprès des organisations internationales, en particulier auprès des principales institutions financières internationales (IFI), promouvoir également le recrutement ou le détachement de Québécois auprès d'organisations internationales, notamment celles dont la vocation rejoint les objectifs prioritaires de la Politique internationale du Gouvernement et, enfin, elle a assuré la conduite des relations avec la Fédération associative des organismes québécois de coopération internationale jusqu'en mars 1997.

— *Secrétariat à l'aide internationale*

Créé en mars 1997, le Secrétariat à l'aide internationale a pour mandat d'harmoniser les actions du Gouvernement assimilées à l'aide et à l'assistance internationales. À cette fin, le Secrétariat doit inventorier les actions gouvernementales québécoises consacrées à l'aide et à la coopération internationales, explorer la nature des collaborations à développer pour consolider les efforts ainsi que coordonner les actions gouvernementales en matière d'aide humanitaire internationale et assurer la mise en place des mécanismes nécessaires. De plus, le Secrétariat assure la gestion du Fonds d'aide à l'action humanitaire internationale qui vise à soutenir les interventions des organismes de coopération internationale (OCI) québécois dans les pays en développement, du Programme de stages en coopération « Québec sans frontières » et du Programme d'appui aux organismes de coopération internationale par l'entremise de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). Pour guider certains orientations du Secrétariat, le ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, s'est entouré d'un comité consultatif composé de bénévoles faisant autorité en la matière.

— *Direction des négociations internationales*

La Direction des négociations internationales est responsable des négociations internationales du Gouvernement. C'est elle qui le conseille en cette matière, tant dans le cadre multilatéral que plurilatéral ou bilatéral. Elle voit à l'élaboration des stratégies, prépare les positions en concertation avec les différents acteurs publics ou privés concernés et elle participe

activement à la définition des positions canadiennes dans le cadre des négociations menées par le gouvernement fédéral. Elle assure la coordination dans la conduite des négociations et veille à la mise en œuvre des ententes et des instruments multilatéraux. Il relève également de son mandat de recommander au Gouvernement la ratification des divers instruments et d'assurer, à l'intérieur d'un greffe, leur enregistrement, leur conservation et leur accessibilité.

— *Direction de la gestion de l'information et des inforoutes*

La Direction de la gestion de l'information et des inforoutes a pour mandat de doter le Ministère d'une gestion rationnelle et efficace de l'information et des technologies de l'information. Elle conseille les autorités et les usagers sur toute question relative à la gestion des ressources informationnelles et coordonne le développement des technologies de l'information en fonction des besoins. Enfin, elle doit concevoir, mettre en place et assurer le fonctionnement de systèmes pour faciliter l'accès à l'information spécialisée produite au Ministère ou par des sources externes, et sa diffusion au sein du Ministère et auprès des clientèles externes.

— *Direction des communications*

La Direction des communications planifie et coordonne, de concert avec les unités administratives du Ministère et les représentations à l'étranger, les activités de communication du Gouvernement à l'étranger. Dans ce but, elle produit les instruments d'information et de communication appropriés. Elle diffuse au Québec et à l'étranger les activités et les programmes du Ministère. Elle contribue également à faire connaître, à l'étranger, les réalités, les produits et les services du Québec.

— *Direction des ressources humaines*

La Direction des ressources humaines conseille et assiste la direction et les gestionnaires du Ministère dans la gestion des ressources humaines, ainsi que les personnes à l'emploi du Ministère dans la gestion et le développement de leur carrière. Elle propose et met en œuvre différentes orientations en gestion des ressources humaines qui tiennent compte du contexte du Ministère. De plus, elle coordonne et réalise un ensemble d'interventions en matière d'organisation administrative, de dotation, de formation et de perfectionnement, de relations professionnelles, de rémunération, d'avantages sociaux et d'information de gestion à l'égard des ressources humaines, tant pour les unités au Québec que pour les représentations à l'étranger.

— *Direction des ressources financières et matérielles*

La Direction des ressources financières et matérielles assure le développement et la gestion des services requis par le Ministère en matière de ressources financières et matérielles. Dans le secteur des ressources financières, elle coordonne les phases du processus budgétaire et conseille les gestionnaires sur les questions financières et administratives. Elle gère les opérations financières et comptables du Ministère, les revenus ainsi que les fonds de roulement des représentations du Québec à l'étranger. Dans le secteur des ressources matérielles, elle gère le Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger, lequel est responsable du volet immobilier du Ministère à l'étranger. De plus, elle coordonne les activités de gestion immobilière au siège de même que les fonctions de courrier et messagerie, téléphonie, acquisition de biens mobiliers, gestion du parc de photocopieurs, et ce, tant au siège que dans le réseau. Elle effectue des travaux de recherche et d'analyse sur la politique de gestion des biens et des services ou sur les règlements administratifs dans son champ d'intervention.

1.5 Effectif

Le 1er avril 1996, l'effectif total autorisé du ministère des Relations internationales était de 843 employés, dont 571 postes réguliers. Le 31 mars 1997, il était de 545 employés (équivalent à temps complet), dont 386 postes réguliers ; 314 employés étaient localisés à Québec, 25 à Montréal et 206 à l'étranger (voir Annexe I).

1.6 Ventilation des crédits

Des crédits de 88,5 millions de dollars ont été alloués, en début d'exercice, aux fins du programme 01 : Promotion et développement des affaires internationales du ministère des Relations internationales. Ces crédits ont été réduits à 85,7 millions, soit une diminution de 2,8 millions de dollars, imputable essentiellement au transfert de certaines responsabilités au ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie (MICST).

Les dépenses réelles ont été de 81,5 millions, soit 95 % des crédits autorisés. Un effort budgétaire de 4,2 millions a donc été réalisé par le Ministère au titre de sa contribution à l'atteinte de l'objectif de réduction des dépenses du Gouvernement. Il correspond aux économies réalisées sur l'ensemble des dépenses du réseau, notamment celles reliées à la gestion des immeubles, ainsi qu'à celles réalisées à la suite de la rationalisation et la restructuration des ressources du Ministère, en particulier celles affectées à la gestion interne et au soutien, la révision des espaces occupés au siège et la réévaluation de la contribution prévue pour l'Organisation de l'aviation civile internationale.

CHAPITRE 2
Activités

2.1 Afrique et Moyen-Orient

La Direction Afrique et Moyen-Orient couvre un vaste territoire comprenant 54 pays en Afrique et 14 au Moyen-Orient, dont 29 sont membres de la Francophonie. Parmi ces 68 pays, une douzaine sont prioritaires pour le Québec.

Relations intergouvernementales

En 1996-1997, la Direction Afrique et Moyen-Orient a suivi de près l'évolution de la situation politique, sociale et économique des pays situés sur son territoire, et plus particulièrement la situation en Algérie, le processus de paix au Moyen-Orient et les événements en Afrique centrale. Elle a consacré l'essentiel de ses ressources et de ses activités à la promotion du savoir-faire québécois ainsi qu'au développement et à la consolidation de relations politiques et institutionnelles avec les autorités et les représentants de ces pays. Par ailleurs, le représentant du Québec à Abidjan a consolidé ses relations avec les autorités politiques de la Côte-d'Ivoire et d'autres pays de l'Afrique francophone.

La Direction a contribué activement à l'organisation et à la réalisation de nombreuses visites au Québec de personnalités de haut rang, dont deux en provenance du Sénégal et une de la Côte-d'Ivoire.

Une première mission sénégalaise était dirigée par le président de la République, M. Abdou Diouf, accompagné d'une importante délégation dont le ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, M. Moustapha Niasse, et le ministre de l'Économie, des Finances et du Plan, M. Pape Ousmane Sakho. Cette mission a précédé la venue, quelques mois plus tard, d'une importante délégation économique dirigée par le ministre de l'Économie, des Finances et du Plan, M. Pape Ousmane Sakho, accompagné de quatre ministres responsables de secteurs économiques ainsi que d'une trentaine de représentants d'institutions publiques et du secteur privé.

La mission ivoirienne s'est réalisée à l'automne 1996. Elle était dirigée par le premier ministre M. Daniel Kablan Duncan, accompagné de trois ministres responsables de secteurs économiques et d'une quarantaine de représentants d'institutions publiques et privées.

Par ailleurs, la Direction a continué à développer et à maintenir ses relations avec les représentants officiels des pays de son territoire à l'occasion d'une cinquantaine de visites de prise de poste, de courtoisie ou de travail liées à l'organisation de missions québécoises en Afrique ou africaines au Québec.

Affaires publiques

Dans le domaine des affaires publiques, la Direction a accordé un soutien financier et technique à la diffusion à l'étranger d'informations sur les réalités québécoises. Elle a plus particulièrement appuyé la création de l'Alliance Canada-Tunisie et de la Chambre de commerce Canada-Tunisie, ainsi que celle de Développement Québec-Maroc, une organisation non gouvernementale environnementale. De plus, elle a donné des conférences sur la politique du Ministère ou sur l'Afrique auprès de publics divers comme le collège d'affaires Ellis de Drummondville, l'Université Laval (développement rural intégré, foresterie) et le Cégep François-Xavier Garneau, à Québec.

De son côté, le représentant du Québec à Abidjan a fait connaître l'expertise québécoise en Côte-d'Ivoire, maintenu de bonnes relations avec les médias et assuré le suivi et l'analyse des informations sur le Québec véhiculées par ces derniers.

Action sectorielle

La Direction a apporté sa contribution à l'organisation et à la réalisation de sept missions ministérielles : quatre au Maghreb, une au Moyen-Orient, une en Afrique occidentale et une en Afrique australe dans les secteurs de l'éducation et de la formation professionnelle, des ressources naturelles et de l'énergie, de l'environnement, de la santé et de l'agro-alimentaire.

Outre les retombées économiques pour les firmes participantes, ces missions auront permis au ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, de signer des ententes de coopération multisectorielle (commerce, culture, formation, science et technologie) avec Israël et l'Égypte, et de parapher, conjointement avec le ministre de l'Environnement et de la Faune, M. David Cliche, une entente de coopération sur l'environnement avec le Maroc. De plus, elles ont permis d'amorcer des discussions qui devraient mener, dans plusieurs pays, à la conclusion prochaine d'ententes de coopération dans les secteurs de la formation et de l'emploi, de la sécurité sociale, de l'enseignement supérieur, des mines et de la cartographie géologique ainsi que de l'utilisation sécuritaire de l'amiante.

Une importante mission politique, institutionnelle et commerciale dirigée par le ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, s'est rendue au Sénégal et en Côte d'Ivoire au début du mois de mars 1997. Il était accompagné de la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, M^me^ Rita Dionne-Marsolais et d'une cinquantaine de gens d'affaires et de représentants d'institutions québécoises. Les participants ont rencontré les présidents et les premiers ministres des deux pays visités ainsi qu'une trentaine de ministres. Certaines entreprises en ont profité pour lancer officiellement leurs activités en Afrique occidentale, conclure des partenariats et signer des ententes. Selon le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, cette mission a entraîné des ventes potentielles de plus de vingt millions de dollars au cours des 18 mois suivants et des ventes sur place de l'ordre de un million.

La Direction a organisé et participé, en mars 1997, à la mission en Afrique australe de l'adjoint parlementaire du premier ministre et député de Vachon, M. David Payne. Les contacts politiques et d'affaires établis lors de cette visite devraient contribuer au succès de la mission politique, institutionnelle et commerciale du ministre des Relations internationales, au début de 1998.

Par ailleurs, elle a participé activement à la préparation et à la tenue à Montréal, en mai 1996, d'une conférence de la Banque mondiale (MIGA) visant à soutenir le développement de l'industrie minière dans les pays d'Afrique et d'Asie : 500 participants de 25 pays, dont une vingtaine de ministres, étaient présents. Le succès de cette conférence a convaincu la Banque mondiale de revenir à Montréal en 1998, à l'occasion du 100^e^ anniversaire de l'Institut canadien des mines. Cette prochaine conférence sera ouverte à tous les pays et devrait accueillir de 5 000 à 6 000 personnes.

Enfin, un millier de bourses d'exemption de la majoration des frais de scolarité et une dizaine de bourses d'excellence ont été affectées aux étudiants des pays de l'Afrique et du Moyen-Orient qui étudient au Québec.

2.2 Amérique latine et Antilles

La perspective de l'ouverture d'un grand marché des Amériques en l'an 2005 crée l'urgence d'établir des relations privilégiées avec l'Amérique latine et les Antilles qui comptent 48 pays et territoires et fournissent 8,8 % de la production mondiale. Cette région est le second marché d'importation de biens le plus dynamique au monde.

Relations intergouvernementales

En mai 1996, le Ministère a fermé ses bureaux au Venezuela et en Colombie. À l'automne 1996, le gouvernement du Québec nommait un délégué du Québec pour l'Amérique du Sud et les Antilles dans le cadre des mesures alternatives adoptées à la suite de la fermeture de plusieurs délégations et bureaux. En plus de représenter le Gouvernement sur le territoire de l'Amérique latine et des Antilles, le délégué a le mandat d'y faire connaître le Québec et les politiques gouvernementales, de défendre ses intérêts et d'intervenir auprès des décideurs de différents milieux afin de renforcer la présence du Québec et de développer des conditions favorables à son endroit comme partenaire politique, économique et culturel. En outre, en mars 1997, le Ministère et le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et la de Technologie ont signé une entente avec la Société de développement économique de la Rive-Sud de Montréal afin que les services de la Société, qui a des bureaux en Argentine et au Chili, soient accessibles aux entreprises québécoises. Le gouvernement du Québec a aussi entrepris des démarches pour retenir les services d'une représentante en Colombie et d'une autre au Venezuela, des pays importants pour plusieurs milieux privés et publics québécois.

De façon générale, l'année a été marquée par la poursuite de l'accroissement des relations politiques et gouvernementales avec les principaux États et gouvernements de l'Amérique latine et des Antilles. Plusieurs ministres québécois se sont rendus au Mexique, notamment le ministre d'État aux Ressources naturelles, M. Guy Chevrette, et la ministre déléguée aux Mines, aux Terres et aux Forêts, M^me^ Denise Carrier-Perreault. Ils ont dirigé des missions québécoises visant à rapprocher les milieux d'affaires québécois et mexicains et à rassurer les autorités mexicaines quant à l'utilisation sécuritaire de l'amiante. Les entreprises québécoises qui ont accompagné le ministre Chevrette ont signé une dizaine d'ententes représentant plusieurs millions de dollars et la mission de la ministre Carrier-Perreault a été l'occasion de jeter les bases d'une coopération technique dans le domaine de la géomatique appliquée aux données géominières et à la télédétection, un secteur d'excellence au Québec. À mentionner également la visite à Mexico du président de l'Assemblée nationale du Québec, M. Jean-Pierre Charbonneau, accompagné du député de Mont-Royal, M. John Ciaccia, agissant respectivement comme président et vice-président de la Conférence parlementaire des Amériques (COPA). Cette visite de promotion de la Conférence et les rencontres avec les présidents du Sénat et de la Chambre des représentants de la République mexicaine ont permis de rapprocher nos milieux parlementaires respectifs. Dans

ce même contexte, le délégué général du Québec à Mexico a accompagné le député de Mont-Royal à l'ouverture des travaux du Parlement centre-américain à Guatemala City, où plusieurs membres de ce Parlement ont confirmé leur présence à la COPA.

Le ministre mexicain de l'Énergie, M. Jesús Reyes Heroles, a effectué une mission au Québec qui a été suivie de celle du ministre d'État aux Ressources naturelles, M. Guy Chevrette, et de la signature d'une entente de collaboration entre Hydro-Québec International et la Commission fédérale d'électricité du Mexique. Le ministre de l'Environnement du District fédéral, M. Eduardo Palazuelos, est également venu au Québec, ce qui a permis de mettre en œuvre deux projets de coopération avec la Ville de Mexico : un cadre de référence écologique avec le ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec et un modèle de pollution atmosphérique avec l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Le gouverneur de l'État de San Luis Potosi, M. Horancio Sanchez Unzuela, à la tête d'une importante délégation, est venu faire la promotion économique de son État et visiter l'usine de traitement des eaux usées de Longueuil à la suite de l'obtention par des entreprises québécoises d'un contrat de 70 millions de dollars pour la construction de deux usines de traitement des eaux usées dans cet État.

À Cuba, l'adjoint parlementaire du vice-premier ministre, M. Gilles Baril, a dirigé une mission gouvernementale à caractère commercial pour établir des contacts avec les autorités politiques. Au Costa Rica, la mission économique du ministre d'État aux Ressources naturelles, M. Guy Chevrette, a été marquée par des entretiens avec le président Figures et neuf de ses ministres et la conclusion d'accords et d'ententes dans les secteurs de l'énergie, de l'environnement, des télécommunications et de l'éducation.

Le ministre haïtien de l'Éducation nationale, M. Jacques Edouard Alexis, et la secrétaire d'État à l'Alphabétisation, M^me^ Adéline Chancy, sont venus au Québec identifier des partenaires potentiels. D'autre part, la députée de Rimouski, M^me^ Solange Charest, s'est rendue en Haïti pour l'inauguration officielle de la pharmacie de l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti, point fort de l'intervention du Québec dans ce pays depuis le retour à la démocratie.

Le vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, M. Bernard Landry, a dirigé la plus importante mission économique organisée par le gouvernement du Québec au Brésil et au Chili. Il était accompagné de trois députés et d'une délégation d'affaires de plus de 30 entreprises dans les domaines de l'énergie, des ressources naturelles, des transports et des communications. Cette mission, outre l'exploration des marchés d'exportation pour les entreprises, aura permis au vice-premier ministre de rencontrer les différentes personnalités politiques de ces pays et d'inviter au Québec, au nom du premier ministre Bouchard, les présidents Cardoso du Brésil et Frei du Chili. Cette visite aura aussi permis la signature d'un accord de coopération entre le Québec et l'État de Minas Gerais, au Brésil, et l'avancement du dossier de l'élargissement de la plate-forme d'exploration pétrolière de Petro Bras par le chantier naval MIL Davie.

Par ailleurs, le Ministère a accueilli pour leur prise de poste officielle le consul général d'Argentine à Montréal, M. Esnesto Gondra, et l'ambassadeur du Brésil à Ottawa, M. Augusto Santos-Nevez. Il a également reçu la visite du gouverneur de l'État de Minas Gerais, M. Azeredo, dans le cadre de la participation d'entreprises brésiliennes à la foire commerciale AMERICANA '97.

Le 21 février 1997, le Québec a signé une entente en matière de sécurité sociale avec le Chili, une première en Amérique du Sud. L'enjeu de cette entente est important pour les Québécois d'origine chilienne et pour tous les travailleurs chiliens et québécois qui seront appelés à vivre temporairement dans l'un et l'autre des pays à la suite de l'Accord de libre-échange Canada-Chili. Le ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, a effectué une mission en Colombie pour faciliter la conclusion des ententes en matière de coopération économique, industrielle et commerciale et en matière d'éducation; il a également assisté la compagnie Cegelec pour l'obtention d'un contrat d'électrification rurale.

Enfin, le sous-ministre des Ressources naturelles, M. Michel Clair, a rencontré plusieurs ministres membres de l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE), lors des assises annuelles de cet organisme et il s'est rendu au siège social de cet organisme en Équateur pour la mise sur pied d'un séminaire OLADE-Québec prévu en juin 1997 à Montréal.

Affaires publiques

La Délégation générale du Québec à Mexico a été très active dans le domaine des affaires publiques. Le Délégué général, son équipe et plusieurs spécialistes de haut niveau ont participé, à titre de conférenciers, à de nombreux événements de nature politique, commerciale, linguistique et culturelle. Les plus importantes participations à ce titre ont été celles au Forum sur le libre-échange et la démocratie à l'Université des Amériques à Puebla, à l'Association mexicaine des études internationales, et au symposium des professeurs de français langue seconde. Ces participations ont été dans bien des cas le début d'une collaboration avec des institutions mexicaines. La Délégation a aussi maintenu au cours de cette année des commu-

nications étroites avec les milieux journalistiques mexicains afin de bien faire comprendre le rôle et la place du Québec dans l'ensemble nord-américain et dans le monde. Elle a aussi effectué un travail de veille et d'analyse des médias mexicains en ce qui concerne le traitement de l'information sur le Québec.

Six membres de la Commission de la réforme administrative du gouvernement haïtien sont venus en visite officielle au Québec discuter des institutions centrales qui régissent l'appareil étatique québécois. Le directeur du bureau d'Ottawa de l'Institut interaméricain de coopération agricole (I.I.C.A.) est venu rencontrer le ministère des Relations internationales, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et plusieurs institutions québécoises susceptibles d'établir une coopération avec des homologues latino-américains. Certains projets sont déjà acceptés pour l'année 1997-1998. Le président de l'Union panaméricaine des ingénieurs (U.P.A.D.I.) a participé au Gala Energía de l'Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie (A.Q.M.E.). Par ailleurs, le Conseil québécois pour l'Amérique latine a reçu le support de la Direction pour mettre sur pied le bureau du Programme Bolivar à Montréal.

Action sectorielle

Avec le Mexique, l'année 1996-1997 a été marquée par la rencontre au Québec du Groupe de travail Québec-Mexique (G.T.Q.M.), réunissant les principaux acteurs québécois et mexicains des secteurs de l'éducation, de la culture, des sciences et de la technologie. Au cours de cette rencontre, 140 projets, qui font appel à l'expertise québécoise et répondent aux besoins du Mexique en matière de transfert de technologie, ont été adoptés. En sciences et technologie, plusieurs projets, notamment dans les secteurs de l'environnement et de l'énergie, ont démarré. Ainsi, la Commission nationale de l'eau du Mexique a invité les entreprises québécoises à participer à l'appel d'offres pour l'obtention du contrat pour la construction de quatre usines de traitement des eaux usées, contrat représentant près d'un milliard de dollars; celui entre l'UQAM et l'État de Mexico pour la décontamination des cours d'eau et celui entre le Centre de recherche industrielle du Québec et la PEMEX pour la décontamination des sols. Pour ces projets, les institutions mexicaines pourraient faire appel à l'expertise québécoise pour effectuer des travaux de décontamination qui représentent plusieurs millions de dollars. En éducation, l'entente comportant un programme de 60 bourses a été pleinement appliquée et la Délégation a favorisé l'échange d'un grand nombre de professeurs et d'étudiants, en plus d'assurer l'instauration et la poursuite de projets de recherche.

Dans le secteur culturel, la Délégation a supporté de nombreuses participations québécoises à des manifestations au Mexique dont celle d'éditeurs et d'écrivains québécois à la Foire internationale du Livre de Guadalajara, où se sont négociés plusieurs projets d'édition d'auteurs québécois de romans, de poésie et de matériel pédagogique. La Délégation a favorisé la signature d'un protocole d'entente entre le Musée de la civilisation de Québec et le Conseil national des arts et de la culture pour la réalisation, en 1998-1999, d'une vaste exposition intitulée *Mexico, voyage dans les imaginaires d'un peuple* et a contribué à la participation québécoise au VII[e] Colloque des muséologies à Patzcuaro en novembre 1996 qui a permis l'amorce d'une collaboration active entre des musées québécois et mexicains. Elle a également contribué à assurer la visibilité du Québec au Festival international de danse de San Luis Potosi et au Festival international Cervantino en plus de participer au CINARS et de permettre la venue des groupes québécois O Vertigo Danse et le Cirque Eloize au Mexique en 1997.

Toujours sur le plan culturel, la Direction a appuyé financièrement la participation de la troupe Le Corps Indice au 8[e] Festival de vidéos d'art du Brésil de même que les représentations qu'elle a données à Buenos Aires, en Argentine. Sur le plan éducatif, la Direction a assumé les coûts de transport de représentants de l'Institut MacDonald de l'Université McGill en Argentine et au Brésil, pour la mise en place d'un programme de contrôle de produits laitiers. Un professeur de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) s'est rendu au Minas Gerais pour dispenser de l'enseignement au niveau de la maîtrise en gestion des entreprises de l'Université du Uberlandia qui a un accord de coopération avec l'UQTR . Enfin, des représentants du Centre de recherche industrielle du meuble et du bois ouvré (CRIMBO) de Victoriaville ont réalisé une mission au Parana afin de parfaire la formation des gens de l'industrie de cet État du Brésil qui dispose de logiciels de fabrication et de contrôle de l'industrie du meuble conçus et traduits en portugais par le CRIMBO.

Le Ministère a soutenu la participation du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (MSSS) et du Consortium Saven à une conférence, à Caracas, au Venezuela, sur la réforme du système de santé de ce pays. À cette occasion, le MSSS et le consortium Saven ont déposé leur proposition répondant à un appel d'offres de deux États vénézuéliens. Le Ministère a reçu la visite de la présidente de l'Institut des parcs vénézuéliens, *Inparques*, M[me] Luisa de Rojas, dans le cadre de la coopération en matière de gestion des parcs publics. La présidente du Conseil judiciaire, M[me] Gisela Parra, et des représentants de la magistrature vénézuélienne sont venus au Québec pour

une étude du système québécois de justice dans le cadre d'une vaste réforme du système judiciaire vénézuélien. Le Ministère a aussi contribué financièrement à la participation de l'Université Laval à la Foire de l'éducation organisée par la *Fundación Gran Mariscal de Ayacucho* (Fundayacucho) au mois de mars 1997.

Avec le Chili, le gouvernement du Québec a préparé la signature d'ententes en matière de bourses et d'exemption de droits de scolarité de même qu'en matière de développement régional. La signature de l'Entente en matière de développement régional fait suite à une mission au Québec en novembre 1996 des représentants du Sous-secrétariat au développement régional du Chili venus s'enquérir du traitement accordé ici aux populations isolées en matière de santé et d'éducation, de même que de l'expertise du Québec en planification et en développement régional.

Le Québec a également reçu la visite du vice-ministre du Tourisme de Cuba, M. Miguel Brugueras, venu susciter des investissements pour le secteur touristique cubain. La coopération se poursuit notamment dans les domaines de l'éducation, de la culture et de l'agro-alimentaire.

Au Costa Rica, le ministre d'État aux Ressources naturelles, M. Guy Chevrette, a convenu avec le ministre de l'Environnement et de l'Énergie, M. René Castro Salazar, de développer une entente-cadre Québec / Costa Rica qui se traduira par un projet d'accord de coopération dans les domaines de l'énergie, de l'environnement et des télécommunications. Des accords sont aussi en voie de conclusion dans les domaines de la sécurité publique et de l'éducation.

En Haïti, l'action humanitaire s'est surtout exercée du côté de la santé grâce aux prêts de service de hauts fonctionnaires. La coopération bilatérale en éducation a également donné lieu à un séminaire réalisé par la Commission des écoles catholiques de Québec sur la formation des conseillers pédagogiques et à trois missions exploratoires d'universités afin de préciser des projets avec des partenaires en éducation.

Enfin, dans le secteur de l'éducation, la Direction Amérique latine et Antilles a organisé une mission à Washington de représentants de cégeps auprès des intervenants de la Banque interaméricaine de développement et des responsables de l'Organisation des États américains pour leur faire connaître l'expertise du Québec. La Direction a réinstauré le stage de perfectionnement pour les professeurs latino-américains de français. Ce séjour au Québec devrait amener ces professeurs à jouer un rôle d'ambassadeurs de la culture québécoise en Amérique latine et susciter un plus grand intérêt pour l'étude des auteurs québécois dans leur programme de formation à la maîtrise et au doctorat.

2.3 Asie et Pacifique

La région Asie et Pacifique constitue l'un des pôles principaux du développement économique mondial. L'Asie est composée de plusieurs sous-ensembles : la Chine, attachée aux valeurs traditionnelles, qui poursuit son ouverture sur l'extérieur, le Sud-Est asiatique, constitué de pays divers (Viêt-nam, Laos, Cambodge, Thaïlande, Myanmar), l'Asie du Sud (Inde, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka, Népal et Bhoutan) et les Corées. Le Pacifique regroupe un grand nombre d'États (Japon, Indonésie, Philippines, Malaisie, Australie, Nouvelle-Zélande, etc.). Le Québec a établi des ponts avec certains de ces pays en fonction de ses priorités, dans certains cas en association avec d'autres partenaires. C'est la Chine et le Japon qui sont les deux principaux pays-cibles du Québec dans ce vaste ensemble géopolitique.

Relations intergouvernementales

L'année 1996-1997 a principalement été, pour la Direction générale Asie et Pacifique, une année de restructuration, de confirmation des acquis et de réalignement des priorités gouvernementales liées à cette région. Le transfert au ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie (MICST) du secteur économique international et la constitution du ministère des Relations internationales, de même que la redéfinition du mode de représentation gouvernementale à l'étranger, ont imposé un réajustement des communications avec plusieurs de ces pays. Cependant, au Japon, la Délégation générale du Québec à Tokyo, après 24 ans de présence dans ce pays, demeure une des bases majeures des relations entre le Québec et la région Asie et Pacifique. Le recrutement d'attachés (principalement commerciaux) dans divers pays et la nomination d'un délégué pour l'Asie et le Pacifique ont permis, dès le début de l'année 1997, d'assurer la relève, notamment à Beijing en Chine, avec l'une des premières antennes gouvernementales québécoises mises en place dans le cadre du redéploiement du réseau.

Par ailleurs, une mise à jour des dossiers d'information et d'évaluation des principaux pays d'Asie et du Pacifique a été réalisée (Chine, Japon, Corée du Sud, Philippines, Viêt-nam, Indonésie, Thaïlande, Inde, Pakistan, Australie, Nouvelle-Zélande) permettant, selon les priorités confirmées, de poursuivre les activités en collaboration avec les autres ministères concernés, principalement le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, le ministère de l'Éducation, le ministère des Ressources naturelles et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation de même qu'avec la Ville de Montréal.

La participation du premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, à la tournée asiatique d'Équipe Canada a donné l'impulsion nécessaire à la réalisation de plusieurs projets d'échanges avec la Corée du Sud, les Philippines et la Thaïlande. À cette occasion, le premier ministre a annoncé son intention de conduire une mission commerciale québécoise en Chine au cours de l'automne 1997; cette priorité a amené la concentration des activités de la Direction générale Asie et Pacifique vers la préparation de ce projet.

En janvier 1997, le vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, M. Bernard Landry, a réalisé une importante mission financière au Japon. En plus de ses entretiens avec trois vice-ministres japonais, M. Landry a participé à une réunion du Forum Japon-Québec qui a permis à une soixantaine de personnalités japonaises de le rencontrer et d'échanger sur le Québec.

Parmi les activités réalisées en Chine, en 1996-1997, citons l'accueil au Québec du gouverneur de la province de Shaanxi, M. Cheng Andong, en décembre 1996, et la mission en Chine du ministre des Relations internationales du Québec, M. Sylvain Simard, en septembre 1996 à la tête d'une délégation du secteur institutionnel. Faisant suite à cette mission, une entente sur les échanges de personnel qualifié a été signée avec le Bureau d'État des experts étrangers de Chine. Au cours de cette mission, M. Simard a aussi coprésidé avec M[me] Deng Nan la première réunion du Comité conjoint Québec-Chine en science et technologie. À la même occasion, l'entente qui lie le Québec et la Ville de Shanghai en science et technologie a été renouvelée.

Le ministre des Relations internationales s'est rendu aussi au Viêt-nam en septembre 1996 pour faire le point sur les échanges bilatéraux avec le Viêt-nam et pour discuter de la préparation du Sommet de la Francophonie prévu à Hanoi à l'automne 1997.

La Délégation générale du Québec à Tokyo a appuyé l'action au Japon, de la Ville de Montréal intéressée à un jumelage avec la Ville d'Hiroshima. L'accord de jumelage doit être conclu au printemps de 1998.

Enfin, avec la collaboration du Protocole, la Direction générale Asie et Pacifique a organisé l'accueil au Québec (Québec ou Montréal) des représentants de pays asiatiques de passage au Canada. En septembre 1996, le haut-commissaire du Bangladesh au Canada, M. Mufleh R. Osmany; en octobre 1996, l'ambassadeur du Japon au Canada, M. Takashi Tajima; en novembre 1996, le haut-commissaire de la Fédération de Malaisie au Canada, M. Dato Abdullah; en décembre 1996, le consul général du Pakistan à Montréal, M. Muhammad Ashraf; en janvier 1997, le Consul général du Japon à Montréal, M. Tadanori Inomata; en février 1997, l'ambassadeur du Japon au Canada, M. Takashi Tajima.

Affaires publiques

Le mandat premier de la Délégation générale du Québec à Tokyo est de faire connaître le Québec au Japon comme une société démocratique, culturellement et économiquement avancée. À cette fin, elle s'est dotée d'un bulletin trimestriel en japonais, *Nouvelles du Québec*, tiré à 1 500 exemplaires, qui traite du Québec sous tous ses aspects, avec un accent particulier sur les dossiers économiques. De plus, la monographie *Le Québec actuel* a été traduite en japonais. La Délégation générale a aussi reconstitué le Forum Japon-Québec, qui avait été suspendu depuis cinq ans. Ce forum regroupe des personnalités de tous horizons intéressées à participer à des conférences et à des échanges sur le Québec. En février 1997, la revue de sciences politiques *Nira Keisaku Kenkyu* publiait un article très positif sur les relations interethniques au Québec, sous la signature de la sociologue Sayoko Iizasa. Il s'agissait du résultat d'une collaboration étroite de plusieurs mois avec la Délégation générale qui avait compilé la documentation nécessaire à cette production.

Des activités de promotion du Québec ont été soutenues. Notons la réalisation, en collaboration avec le MICST, d'un document audiovisuel en coréen sur le Québec dans le cadre de la mission du ministre des Relations internationales en Corée du Sud, pour y stimuler les investissements coréens au Québec.

Action sectorielle

Le Québec gère des ententes en matière de droits de scolarité avec trois pays asiatiques : la Chine, la Corée du Sud et le Viêt-nam. En juin 1996, une mission québécoise, constituée de représentants de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) et de la Fondation Asie-Pacifique du Canada, s'est rendue en Chine, à Hong Kong, à Taiwan et en Corée pour promouvoir les études au Québec et y identifier des bassins de recrutement d'étudiants francophones.

Japon

Dans le domaine des investissements et du développement industriel, la Délégation générale de Tokyo a encadré diverses missions : une mission d'investissements industriels de la Société générale de financement (SGF), une mission où Mines Noranda, en collaboration avec la SGF et la société Aisin Seki, ont élaboré un projet d'association pour la construction d'une usine de magnésium au Québec, et un projet de fabrication de câbles optiques à Rimouski

auquel sont associés la SGF et Furuka Denki. Elle a servi d'intermédiaire entre l'Université du Québec à Trois-Rivières et le *World Energy Network* japonais pour l'obtention de fonds de recherche dans le secteur du transport de l'hydrogène, et a poursuivi sa recherche de partenaires québécois pour l'exploitation des coquilles de crabes *(chitosan)* et des vers de terre pour les industries alimentaires et pharmaceutiques japonaises.

Le commerce est demeuré la priorité au Japon. Y est principalement visée la promotion des produits québécois de consommation dans les domaines de l'alimentation, de l'habitation et de la culture. Plusieurs missions commerciales québécoises se sont ainsi rendues au Japon pour participer à des foires et salons dans ces divers secteurs. Ils y ont reçu l'appui de la Délégation générale.

En 1996-1997, la Délégation générale a soutenu, en collaboration principalement avec le MICST et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, treize missions agro-alimentaires au Japon. Parmi ces missions, celle du Club Export était constituée de représentants de 17 entreprises. Parmi les 25 catégories de produits québécois vendus au Japon, six sont du secteur agro-alimentaire. Les exportations de ces six produits ont augmenté de 19,5 % en 1995-1996, passant de 150,7 à 180,6 millions $.

Dans le domaine de la construction, 31 missions québécoises ont participé à cinq salons au Japon portant sur le bois et la construction. Plusieurs entreprises ont signé des contrats d'exportation, comme les Industries Bonneville (contrat de 500 maisons préusinées sur 5 ans) et Fermco (650 maisons sur 5 ans). Entre 1995 et 1996, les ventes québécoises de bois d'œuvre au Japon sont passées de 12,6 à 15,8 millions $ (+ 24,9 %), celles de bâtiments préfabriqués de 1,1 à 5,4 millions $ (+ 360,5 %).

De plus, la Délégation a assisté 26 entreprises québécoises de haute technologie dans la recherche de partenaires et de projets conjoints au Japon, dont les sociétés Cmac, Altersys, Ultimate Technographics, Momentum, Logo M31, Tune 1000, ServoRobot, I.N.O., I.T.M., Memotec, Laser Inspeck et Mediatrix.

La Délégation générale du Québec à Tokyo a contribué à assurer une présence québécoise au Congrès mondial des professeurs de français qui réunissait à Tokyo, en août 1996, plus de 1 000 professeurs provenant de cent pays.

Le développement culturel compte aussi pour une part significative des échanges entre le Québec et le Japon. En 1996-1997, une trentaine d'artistes ou de groupes artistiques québécois se sont manifestés au Japon. Aux performances spectaculaires du Cirque du Soleil, de l'Orchestre symphonique de Montréal et de Robert Lepage, s'ajoutent d'autres réussites plus modestes mais nombreuses. La Délégation générale a organisé la participation de 40 représentants du secteur culturel japonais au Marché montréalais des arts de la scène (CINARS) en décembre 1996. Les résultats de cette participation continuent de se faire sentir. Enfin, le rôle de la Délégation générale fut déterminant dans la négociation d'une entente entre Erumu de Tokyo et le DynamO Théâtre de Montréal pour une tournée de 75 représentations dans 45 villes du Japon, d'octobre à décembre 1997.

Chine

Plusieurs missions chinoises ont été accueillies au Québec. L'accueil et l'encadrement de ces délégations, avec la collaboration de diverses organisations publiques ou privées, permettent de mieux comprendre le système chinois et d'établir des contacts dans divers milieux de manière à promouvoir les échanges commerciaux entre le Québec et la Chine. Parmi ces missions, on peut noter : l'accueil de deux missions de la Commission d'État à la Science et à la Technologie de Chine et de deux missions de la Commission pour la Science et la Technologie de la province du Sichuan; l'accueil de représentants du Bureau des minorités de la province du Sichuan; la mission de représentants de la Ville de Shanghai sur l'efficacité énergétique; la mission de représentants de la Ville de Shanghai sur les systèmes de santé et les services sociaux, incluant l'assurance sociale.

L'ouverture de la Chine vers les marchés extérieurs suscite un intérêt marqué pour les divers organismes et entreprises du Québec. Plusieurs missions commerciales y ont été réalisées grâce au concours du ministère des Relations internationales et du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, dans les secteurs notamment de l'énergie, de l'agro-alimentaire, de l'environnement et de la construction.

Enfin, au cours de l'année 1996-1997, les échanges de boursiers et de stagiaires se sont poursuivis dans le cadre de l'entente en matière d'enseignement supérieur liant le ministère de l'Éducation du Québec et la Commission d'État à l'Éducation de Chine. Cette entente, échue en février 1997, doit être renouvelée.

Viêt-nam

Les activités Québec Viêt-nam sont encadrées, pour la majorité, par la Commission conjointe Québec – Viêt-nam. Le Québec a poursuivi la mise en œuvre des activités prévues pour 1996-1997 découlant de l'Entente de coopération économique et technologique conclue en 1992 entre le Québec et le Viêt-nam. Ces activités ont touché les domaines de

l'environnement, de l'agriculture et de la gestion cadastrale.

Lors de la 5e Réunion de la Commission conjointe Québec(Viêt-nam, en mars 1997, les secteurs de la santé et de l'agro-alimentaire ont été ajoutés aux priorités de coopération. Cette réunion coïncidait avec la mission du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Guy Julien, au cours de laquelle on a pu jeter les bases d'une entente de coopération entre le Québec et le Viêt-nam dans le secteur agro-alimentaire.

Autres

Les autres pays d'Asie et du Pacifique ont aussi fait l'objet d'échanges et d'activités. Mentionnons, en mai 1996 à Montréal, la présentation d'un séminaire avec les représentants de l'industrie nucléaire portant sur le potentiel d'exportation de ce type d'énergie en Asie, principalement vers les marchés de la Corée du Sud, de la Chine et de la Thaïlande.

2.4 États-Unis

Le Gouvernement ayant fait de la relance économique sa priorité, ses interventions sur le territoire des États-Unis, son principal partenaire commercial, se sont intensifiées au cours de l'année 1996-1997.

Relations intergouvernementales

Diverses missions ministérielles ont été réalisées avec pour objectif principal de promouvoir les intérêts du Québec dans leur ensemble et, plus particulièrement sa relance économique dont, entre autres, celle de Montréal. Elles ont également permis de faire connaître et ainsi de mieux faire comprendre la spécificité québécoise.

En juin, une mission à caractère économique s'est déroulée dans l'État de New York ainsi que dans trois des six États de la Nouvelle-Angleterre. Le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, a rencontré à cette occasion les gouverneurs de New York, M. George Pataki, du Rhode Island, M. Lincoln Almond, du Massachusetts, M. William Weld, ainsi que du New Hampshire, M. Stephen Merrill. Cette mission visait notamment à inscrire le Québec dans le processus d'intégration économique régionale. Le même mois, la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, Mme Rita Dionne-Marsolais, s'est rendue dans l'État du New Jersey parapher un *Memorandum of Understanding,* dont l'essentiel portait sur la biotechnologie.

En septembre, les échanges entourant un projet d'entente entre le Québec et l'État de la Pennsylvanie ont favorisé l'accueil à Montréal du gouverneur de cet État, M. Tom Ridge, par le premier ministre, M. Bouchard. Ce projet vise les secteurs de la biotechnologie, des techniques médicales, des industries culturelles et du tourisme. L'entente devrait être paraphée au cours de l'année 1997-1998.

Le Québec a participé aux réunions semi-annuelles de la Commission des Grands Lacs, à Cleveland en Ohio, en avril, et à Érié en Pennsylvanie, en octobre. Il confirmait ainsi son intention de devenir membre avec droit de vote au sein de cette entité. Le Gouvernement, par le biais du ministère des Relations internationales, en collaboration avec le ministère de l'Environnement et de la Faune et le ministère des Transports, a par la suite intensifié sa participation aux activités de cette commission : travaux de son comité exécutif, de comités sectoriels et journées annuelles d'information à Washington. La Commission des Grands Lacs est un forum d'influence et de prise de décisions dans plusieurs domaines, dont deux, l'environnement et les transports, intéressent particulièrement le Québec.

Plusieurs missions gouvernementales ont été effectuées dans les États de la Nouvelle-Angleterre afin d'y préserver les liens institutionnels avec le Québec, de créer de nouvelles occasions de partenariat, d'abord en matière économique, notamment au Massachusetts, et d'y stimuler les ententes bilatérales existantes avec le Vermont, le Maine et le New Hampshire.

Ainsi, le député de Groulx, M. Robert Kieffer, et président de la section québécoise de *l'Eastern Regional Conference* du *Council of State Governments* a effectué quelques missions en Nouvelle-Angleterre, à la demande du ministère des Relations internationales. En mai, à Concord (New Hampshire), il a participé au 100e anniversaire de l'Association canado-américaine où il a rencontré le gouverneur, M. Stephen Merrill, avec qui il a discuté de la relance de la coopération Québec / New Hampshire. Au mois d'août, à Woonsocket (Rhode Island), il s'est rendu au Jubilé franco-américain; il s'y est entretenu avec l'un des deux représentants de cet État au Congrès américain, M. Patrick Kennedy, afin de le sensibiliser à la tenue de la Conférence parlementaire des Amériques, à Québec à l'automne 1997. Il y a également rencontré des gens d'affaires, pour appuyer des projets de partenariat d'entreprises québécoises avec des industriels de la Nouvelle-Angleterre. Finalement, au mois d'octobre, il s'est rendu à Boston afin de participer à la rencontre annuelle du *New England-Canada Business Council*; il a rencontré le lieutenant-gouverneur du Massachusetts, M. Paul Cellucci.

En ce qui a trait aux activités du Québec au sein de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'est du Canada, il faut tout d'abord souligner que la XXIIe Conférence annuelle, qui devait se tenir à l'Île-du-Prince-Édouard

en juin, a dû être annulée en raison d'élections dans cette province. Cela n'a pas empêché les comités de l'environnement et de l'énergie de poursuivre leurs travaux qui ont porté plus particulièrement sur le contrôle des pluies acides, les incidences écologiques du mercure, la qualité de l'air et la déréglementation des marchés de l'énergie. Mentionnons notamment que la ville de Québec fut l'hôte, en septembre, d'une importante réunion de niveau ministériel du Comité environnement de la conférence, qui fut présidée par le ministre de l'Environnement et de la Faune, M. David Cliche. En septembre, le Ministère a suivi de près les audiences du Sous-comité sur l'hémisphère occidental de la Chambre des représentants du Congrès américain relativement à la souveraineté du Québec et à ses conséquences sur les intérêts américains, ce qui a permis de préciser davantage la perception des élus et des observateurs américains sur la situation politique québécoise. Le Ministère a participé à différentes rencontres et colloques, notamment avec les consulats généraux des États-Unis à Québec et Montréal, ainsi qu'avec des représentants de l'Ambassade américaine à Ottawa, au Département d'État, relativement aux perspectives et à la stratégie québécoise des relations Québec – États-Unis, sous le nouveau mandat de l'administration Clinton.

Affaires publiques

La promotion de l'image du Québec, et plus particulièrement celle de Montréal, comme un centre d'affaires nord-américain hautement compétitif a été un élément important de l'action du Gouvernement sur le territoire des États-Unis en 1996-1997.

En raison de l'extraordinaire concentration de médias d'information, d'universités et d'institutions internationales aux États-Unis et spécialement à New York, la Délégation générale du Québec à New York est particulièrement active en matière de communications et d'affaires publiques. Son premier outil est le bulletin *Quebec Update*. Adressé chaque mois à 1 400 abonnés, il contient de l'information sur l'actualité politique, économique, culturelle et touristique du Québec ainsi que sur les activités de la Délégation. De nombreux dossiers d'information spéciaux sont également diffusés régulièrement aux principaux clients du Québec sur le territoire.

La Délégation générale du Québec à New York entretient aussi des contacts fréquents avec tous les médias nationaux américains implantés sur son territoire, en particulier à New York et à Washington. De nombreuses rencontres avec des journalistes, éditorialistes et dirigeants de ces médias ont eu lieu pendant l'année. Parmi ceux-ci, soulignons *The New York Times*, *The Los Angeles Times*, *Time*, *Newsweek, U.S. News & World Report*, *Business Week*, *Forbes* et le réseau de nouvelles télévisées NBC. La Délégation générale du Québec à New York a aussi continué son programme de suivi et d'analyse de la couverture du Québec dans les médias américains.

Par ailleurs, la Délégation générale du Québec à New York est restée en contact étroit avec les fondations et groupes d'études organisant des activités concernant le Québec et le Canada, en particulier l'*Americas Society*, la *Foreign Policy Association*, le *Carnegie Council on Ethics and International Affairs* et le *Council on Foreign Relations*.

En juin, lors de sa mission à New York, le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, a été l'hôte de la *Foreign Policy Association*. Il a également eu des entretiens avec les représentants éditoriaux de *Business Week* et du *New York Times,* en plus de rencontrer plusieurs investisseurs. Ces événements lui ont permis de présenter et de faire comprendre son projet d'assainissement des finances publiques. Plus tard, en mars, la présentation du budget 1997-1998 par le vice-premier ministre, M. Bernard Landry, devant les milieux financiers de New York est venue compléter le travail d'information du Gouvernement auprès des milieux américains intéressés.

Le programme de relations avec les institutions financières de New York a été poursuivi. Durant l'année, les analystes et dirigeants des principales sociétés ont été rencontrés pour un échange d'informations. Également, le délégué, M. Kevin Drummond, a rencontré des décideurs des compagnies ayant déjà des investissements importants au Québec pour discuter de leurs activités en général, de leurs plans pour l'avenir au Québec, pour leur expliquer les politiques du Gouvernement et leur faire connaître les programmes conçus pour attirer l'investissement.

Action sectorielle

Culture

L'action du ministère des Relations internationales, cette année encore, s'est articulée autour de trois axes : le rayonnement de la culture, le soutien à la diffusion et le développement de marchés.

Le nombre non exhaustif de 350 manifestations culturelles québécoises, répertoriées sur l'ensemble du territoire américain en 1996-1997, révèle un accroissement du tiers par rapport à l'année précédente, reflétant ainsi le dynamisme du milieu culturel québécois. Pour la plupart, ces activités appartiennent au domaine des arts de la scène, du multidisciplinaire et du multimédia et furent présentées en tournées sur les meilleures scènes des principales villes des États-Unis, avec le soutien professionnel et l'appui des programmes du ministère de la Culture et des Communications.

Plusieurs compagnies se sont produites aux États-Unis en 1996-1997, comme elles le font régulièrement. C'est notamment le cas du Cirque du Soleil, de Margie Gillis, de Dynamo Théâtre, du Théâtre sans fil, de la Bottine souriante et d'Ad vielle que pourra. Mentionnons aussi pour la dernière année, les performances ponctuelles sur des scènes prestigieuses de l'Orchestre symphonique de Montréal, de Carbone 14, de Ô Vertigo et d'Ex Machina. Signalons aussi la percée du théâtre pour enfants avec les tournées du Théâtre du gros mécano et de Geordie Productions, ainsi que la tournée panaméricaine du Cirque Éloize, la tournée de Michel Lemieux dans le Mid-Ouest et le Sud-Est et celle des Ballets Jazz dans le Mid-Ouest et l'Ouest. Dans le domaine du cinéma, on aura particulièrement remarqué la promotion du Festival des films du monde et la présentation des films *Le confessionnal* et *Le polygraphe* de Robert Lepage.

Dans le domaine des arts de la scène et du spectacle, la présence québécoise la plus remarquée a été celle de Céline Dion en spectacle d'ouverture des Jeux Olympiques d'Atlanta et tout au cours de la triomphale tournée des États-Unis qu'elle fit par la suite. Signalons également que l'*International Showcase of Performing Arts*, la plus importante association de diffuseurs de spectacles au monde, a invité le directeur artistique pour les projets en développement du Cirque du Soleil à prononcer le discours d'ouverture de son congrès annuel.

En art lyrique, notons particulièrement les contributions de Lyne Comtois à l'Opéra français de New York, de Claudine Côté à la Santa Barbara Opera Co., de Gaétan Lapierre dans *Werther* à la Nouvelle-Orléans et dans la Traviata au Minnesota, de Daniel Taylor dans La passion selon Saint-Mathieu à la *Brooklyn Academy of Music* et de la mise en scène de Carmina Burana par Bernard Uzan au *New York City Opera*. Soulignons également les concerts des pianistes Lucille Chung, Marc-André Hamelin, André Laplante et Louis Lortie, ainsi que du guitariste Tim Brady à l'*Experimental Intermedia 6th Festival* de New York et du clarinettiste François Houle au *Earshot Jazz Festival* de Seattle. La participation du groupe musical autochtone Sodake et de Gaétan Sioui à San Francisco fut remarquée tout comme la participation d'artistes québécois en danse et musique traditionnelles au *Summer Solstice Festival* organisé par la prestigieuse *California Traditional Music Society*.

Les œuvres de nombreux artistes en arts visuels et artisans des métiers d'art ont été exposées dans les différentes foires sur le territoire ainsi que de façon individuelle ou collective dans des galeries de New York, dont 25 artistes québécois à la *450 Broadway Gallery*, ainsi qu'à Washington, Chicago et Los Angeles où l'*Academy of Motion Pictures* consacrait une exposition solo à Fréderic Back. L'écrivain Danny Laferrière, au *Manhattan Theater Club*, participa à une lecture publique de ses œuvres. La poétesse, écrivaine et auteure dramatique Denise Boucher, qui séjournait au Studio du Québec à New York, a donné de nombreuses conférences et lectures d'œuvres dans les universités et cercles littéraires. Deux autres artistes, le graveur Louis-Pierre Bougie et le photographe Ron Levine, bénéficièrent également du Studio du Québec, lequel est octroyé, par un jury de pairs, sur présentation de candidature.

Recherche scientifique et développement technologique

Pour favoriser la coopération universitaire en science et technologie entre le Québec et les États-Unis, le Ministère a soutenu sept projets de collaboration entre des équipes de chercheurs québécois et américains. Ces projets étaient reliés aux secteurs des matériaux nouveaux, de l'aérospatiale, des technologies de l'information et des sciences de l'environnement. Les partenaires des universités québécoises sont les universités américaines du Massachusetts, de l'Arizona, de la Californie, du Texas, de l'Ohio et du Colorado. Par ailleurs, la participation du Ministère à BioContact Québec 96, un symposium sur le partenariat biopharmaceutique, lui a permis de rencontrer des firmes américaines qui se sont montrées intéressées à développer des alliances stratégiques avec des entreprises québécoises.

Développement linguistique

La Délégation générale du Québec à New York a contribué à la promotion de l'apprentissage du français dans les milieux universitaires scolaires américains en diffusant de l'information sur les programmes d'immersion des écoles québécoises de français et en apportant un support logistique aux professeurs de français langue seconde ainsi que de français des affaires.

Développement des ressources humaines

Le Ministère appuie dans leurs démarches et initiatives les associations, regroupements et organismes susceptibles de contribuer à assurer la promotion et le rayonnement du Québec à l'étranger. En août, le Ministère accueillait, pour une présentation sur les enjeux et priorités du Québec, les *Harvard Fellows*, un groupe de hauts fonctionnaires des principaux pays du monde qui font un stage d'un an à l'Université Harvard.

En octobre, 300 professeurs américains d'études québécoises, regroupés au sein de l'association *The American Council for Québec Studies*, ont tenu leur congrès à Québec. Le Ministère subventionne cette

association qui publie annuellement deux numéros de la revue *Québec Studies,* deux bulletins d'information et organise des colloques thématiques. La tenue de ce congrès à Québec a permis au ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, de faire une présentation sur l'importance qu'accorde le Gouvernement aux études québécoises. Le Ministère a soutenu le Centre d'études canadiennes de la *State University of New York (SUNY)* à Plattsburgh qui est l'un de ceux qui font une grande place aux études québécoises aux États-Unis. Il a tenu, en juin, à Montréal et à Québec, la dix-huitième édition de son *Québec Summer Seminar* qui réunit chaque année environ 25 professeurs qui ont fait ou qui feront des recherches sur un sujet propre au Québec.

Le Québec a participé, en juillet, à la réunion annuelle de l'*Education Commission of the States (ECS)* à San Antonio, au Texas. La ministre de l'Éducation, M^me^ Pauline Marois, a pu y rencontrer le président, M. Zell Miller, également gouverneur de la Georgie. L'ECS est un organisme sans but lucratif dont l'objectif est de développer des politiques susceptibles d'améliorer la qualité du système public d'éducation.

Énergie

En novembre, le Ministère a pris part à la conférence *Canada-U.S. Energy Trade: Competitive Markets One Year Later*, à Boston. Compte tenu de la déréglementation du marché de l'électricité, il y a assuré une veille en matière de politique énergétique afin de prévenir les possibles restrictions du cadre réglementaire aux États-Unis.

Commerce international

Lors de leur rencontre bilatérale, en juin, le gouverneur de l'État de New York, M. George Pataki et le premier ministre, M. Lucien Bouchard, sont convenus d'étudier la pertinence et les impacts de la libéralisation de leurs marchés publics. Les premières rencontres ont été tenues en février, conjointement avec le Conseil du trésor, le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie et la Délégation générale du Québec à New York.

Par ailleurs, la Délégation générale du Québec à New York a planifié et soutenu la participation d'entreprises québécoises à de nombreuses foires et expositions sur son territoire. Elle a couvert et organisé plusieurs événements originaux visant à promouvoir un secteur ou un ensemble de produits. C'est le cas notamment du *Montreal Fashion Show on Ice*, qui fut un grand succès médiatique. Elle a fourni un ensemble de services de références visant à aider les entreprises québécoises à percer le marché américain et a amené certains importants acheteurs américains à participer à des foires commerciales au Québec.

En avril 1996, à Québec, le Ministère a pris une part active à la deuxième édition de Co-Entreprise, une rencontre d'affaires qui favorise la promotion des échanges économiques et les alliances stratégiques entre les firmes et institutions québécoises et celles du Maine. Le ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, y a accueilli le gouverneur du Maine, M. Angus King, et ils ont invité les entreprises québécoises et celles du Maine à développer des partenariats. Le premier ministre, M. Lucien Bouchard, s'est entretenu des priorités et dossiers d'intérêt commun avec le gouverneur, qu'il rencontrait alors pour la première fois.

Le pupitre Nouvelle-Angleterre a organisé, en février 1997, la première mission aux États-Unis de Montréal International. Son président a présenté la structure et les objectifs de Montréal International à un groupe de gens d'affaires membre du *New England / Canada Business Council,* réuni à Boston.

2.5 Europe

Relations intergouvernementales

Institutions européennes

La fin de l'année 1996 a été marquée par la signature entre le Canada et l'Union européenne d'une déclaration politique et d'un plan d'action transatlantique. Le Québec a porté le plus grand intérêt au déroulement des négociations qui ont précédé la ratification de ces textes. Le ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, est intervenu à deux reprises auprès du ministre des Affaires étrangères du Canada, M. Lloyd Axworthy, afin de s'assurer que les intérêts du Québec soient reconnus dans l'accord et que le rôle des provinces dans sa mise en œuvre soit expressément souligné. De très nombreux échanges ont eu lieu à ce propos entre les gouvernements du Québec, du Canada et différentes capitales européennes. Le Québec était présent à la première rencontre des instances de coopération Canada-Union européenne, après la signature de l'accord en mars. Les représentants québécois sont notamment intervenus à propos de dossiers de politique commerciale, d'échanges culturels et de fonctionnement de l'accord en matière d'enseignement supérieur et de formation professionnelle.

De nombreux échanges ont eu lieu avec différents services de l'Union européenne, à Bruxelles et au Québec, à propos de questions d'intérêt mutuel. La Direction générale Europe et la Délégation générale du Québec à Bruxelles sont intervenues pour promouvoir les intérêts du Québec dans des dossiers comme

ceux de l'amiante, du projet européen de réglementation du piégeage des animaux à fourrure et de l'audiovisuel. Le Québec a en outre accueilli plusieurs délégations européennes de haut niveau, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des projets Euro-Québec/Hydro-hydrogène (EQHH) et « cartes à puces pour des fins de santé ».

Plusieurs initiatives de la Délégation générale du Québec à Bruxelles visaient à favoriser le développement de liens institutionnels entre l'Assemblée nationale et le Parlement européen. Deux missions de parlementaires québécois ont été organisées à l'occasion de sessions plénières à Strasbourg qui ont permis l'établissement de liens de coopération entre parlementaires québécois, canadiens et européens.

L'obtention par le Canada du statut d'observateur auprès du Conseil de l'Europe et la décision québécoise de consacrer de nouvelles ressources au suivi des travaux du Conseil ont donné une nouvelle impulsion aux relations du Québec avec cette institution européenne. Le Ministère, aidé par la Délégation générale du Québec à Bruxelles, a procédé à l'identification des principaux domaines d'intérêt pour le Québec et transmis l'information aux principaux ministères et organismes intéressés. Il a organisé leur participation aux comités d'experts et aux conférences spécialisées lorsqu'ils en ont manifesté l'intention. Les principaux domaines identifiés sont l'éducation, notamment l'éducation à la citoyenneté démocratique, la condition féminine, la santé, les droits de la personne, la justice. La visite de travail au Québec, en février 1997, du secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Daniel Tarchys, aura permis de situer, auprès de l'organisme, les intérêts que le Québec cherchait à promouvoir à travers ses relations avec le Conseil.

Royaume-Uni, Irlande et pays scandinaves

Le ministre des Relations internationales du Québec, M. Sylvain Simard, a effectué une visite à Londres, le 17 février 1997. Il y a d'abord rencontré des représentants du *British Council*, au *Central Bureau for Educational Visits & Exchanges* pour discuter du programme de moniteurs de langue seconde entre le Royaume-Uni et le Québec. Une entente devrait être signée au cours de l'année 1997 afin d'assurer la pérennité de ce programme. Le ministre a aussi rencontré Sir Paul Beresford, *Parliamentary Under Secretary of State*, afin de plaider pour une utilisation sécuritaire de l'amiante. Enfin, le ministre a réuni des partenaires de différents milieux culturels du Royaume-Uni et de l'Irlande afin de les remercier de leur implication pour soutenir les artistes québécois (environ 120 activités culturelles québécoises ont lieu annuellement dans ces deux pays).

En collaboration avec les représentants du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, la Direction générale Europe et la Délégation générale du Québec à Londres ont organisé la tournée que la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, M^me^ Rita Dionne-Marsolais, a faite à Farnborough. Elle y a rencontré les représentants de sociétés britanniques et autres qui sont établies au Québec. Des missions ont aussi été organisées pour le vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, M. Bernard Landry, et la ministre déléguée aux Mines, aux Terres et aux Forêts, M^me^ Denise Carrier-Perreault.

Lors de sa visite de prise de poste, le haut-commissaire britannique, M. Anthony Michael Goodenough, a rencontré le premier ministre du Québec et les ministres des Relations internationales, de la Culture et des Communications, de l'Éducation, la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce ainsi que le président du Conseil du trésor. Des sujets relevant des ministres ont été abordés comme le budget de l'État québécois et le programme de moniteurs de langue seconde, mais les discussions ont surtout porté sur l'économie du Québec, sa politique linguistique et la question constitutionnelle.

La Délégation générale du Québec à Londres a connu plusieurs changements en 1996-1997 visant à la rendre plus performante. Le changement qui aura le plus de répercussions à long terme a été la décision, prise à la fin de 1996, d'élargir le territoire desservi par la Délégation. Les pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) se sont ajoutés à l'Irlande et au Royaume-Uni (Angleterre, Écosse, Pays de Galles et Irlande du Nord). Le délégué général a effectué une première mission exploratoire en Suède et en Norvège au début de l'année 1997.

Enfin, notons que la Délégation a accueilli un nouveau conseiller en affaires publiques.

Allemagne, Autriche, Suisse

Les relations intergouvernementales du Québec avec l'Allemagne et la Suisse ont été particulièrement intenses au cours de l'année se terminant le 31 mars 1997, malgré la fermeture de la Délégation générale du Québec à Düsseldorf en mai 1996. Au mois de septembre 1996, le vice ministre-président bavarois, M. Hans Zehetmair, en visite officielle au Québec avec une délégation économique et scientifique, a transmis, au nom de son gouvernement, une proposition visant l'implantation d'un Bureau du Québec à Munich. C'est le 14 février 1997 que ce Bureau a été inauguré par le ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, en présence de plusieurs membres du gouvernement de Bavière.

Le vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, M. Bernard Landry, a participé aux travaux du *World Economic Forum* à Davos en Suisse, du 30 janvier au 3 février 1997.

La quatrième réunion officielle de travail sur la coopération Québec/Bavière s'est tenue au mois de novembre 1996 à Munich. Par ailleurs, afin de permettre au délégué du Québec pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, nommé en novembre 1996, de réaliser son mandat de liaison avec les autorités et les partenaires économiques, culturels et les médias de ces pays, le Ministère a préparé deux missions au cours des premiers mois de son mandat.

Belgique

Le ministre des Relations internationales du Québec, M. Sylvain Simard, s'est rendu à deux reprises en Belgique, en septembre 1996 et février 1997. Au cours de ces visites, le ministre a rappelé l'importance que les autorités québécoises accordent à la collaboration que le Québec souhaite instaurer avec les autorités belges dans les domaines de la sécurité sociale, de l'entraide juridique et de la sécurité routière. Il a de plus signifié notre souhait de développer, avec nos partenaires communautaires et régionaux, une coopération favorisant le développement de nos économies respectives en soutenant les projets qui mettent en relation nos entreprises.

En mars 1997, le ministre de l'Environnement et de la Faune, M. David Cliche, a effectué une visite en Belgique et aux Pays-Bas au cours de laquelle il s'est principalement intéressé aux problèmes de pollution causés par l'élevage intensif. Il a rencontré ses homologues flamands et wallons et a, de plus, soutenu les efforts des entreprises québécoises présentes au troisième Salon européen de l'environnement et des technologies propres, qui se tenait à Namur.

Le Québec a aussi reçu différentes personnalités politiques belges : M. Jean-Claude Cauwenberghe, ministre du Budget, de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Région wallonne, en mai 1996; M. Paul Bolland, gouverneur de Liège, en juin 1996; un groupe socialiste du Sénat belge, en septembre 1996; M. Willy Taminiaux, ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé de la Région wallonne, en octobre 1996; et M. Robert Collignon, ministre-président de la Région wallonne, en novembre 1996.

Les relations entre le Québec et les entités fédérées belges, à savoir la Communauté française de Belgique, la Région wallonne et la Flandre se sont aussi poursuivies dans le cadre des Commissions mixtes permanentes régissant les activités de coopération. Le Québec a été l'hôte de la douzième session du Comité permanent Wallonie-Québec, les 17 et 18 février 1997, et de la treizième session de la Commission mixte permanente Québec/Communauté française de Belgique, les 19, 20 et 21 février 1997. Le 19 février, à Québec, a eu lieu une réunion conjointe Québec/Communauté française de Belgique et Région wallonne. C'était la première fois que les trois partenaires se réunissaient pour aborder ensemble, officiellement et dans un cadre bilatéral, des sujets d'intérêt commun. La réunion conjointe a permis de faire le point sur les diverses matières qui chevauchaient les compétences de la Communauté française et de la Région wallonne de Belgique, de façon à préciser l'implication de chaque partenaire, tant sur le plan de la recherche scientifique que des technologies de l'information ou de la formation.

Italie

Les relations entre le Québec et l'Italie se situent principalement dans le cadre des sous-commissions mixtes mises en place par les deux gouvernements en matière de coopération culturelle et de science et technologie, et lors de rencontres des membres du gouvernement avec les représentants diplomatiques italiens. Par ailleurs, le Québec accueillait, à l'automne 1996, les représentants de la Commission de la santé de Venise venus étudier le système de santé du Québec.

Espagne

Les relations du Québec avec l'Espagne se sont nettement intensifiées en 1996-1997, aussi bien sur le plan des relations avec le gouvernement national de Madrid que sur celui des relations avec les régions autonomes catalane et basque. La visite au Québec, en juillet 1996, du président de la Généralité de la Catalogne, M. Jordi Pujol, peut être qualifiée d'historique. Ce fut l'occasion d'une programmation remarquable d'activités culturelles catalanes au Québec, de la signature d'une entente de coopération entre les gouvernements du Québec et de la Catalogne, ainsi que de sept accords sectoriels. La ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, M^me^ Rita Dionne-Marsolais, a présidé un séminaire d'affaires du Québec à Barcelone, en février, et une première réunion du Comité mixte Catalogne/Québec, le 6 février 1997, à Barcelone, qui a permis de définir les grandes orientations de cette coopération et déterminer plusieurs projets à réaliser au cours des prochaines années.

Du côté du Pays Basque, le Québec a accueilli, à l'occasion de l'inauguration du Parc de l'aventure basque à Trois-Pistoles, en juillet 1996, une délégation basque présidée par le délégué du président pour les Relations extérieures, M. Munoa. Un séminaire d'affaires, présidé par la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, M^me^ Rita Dionne-Marsolais,

s'est aussi tenu à Bilbao, ainsi que des rencontres sectorielles dans les domaines de la langue et de la santé. À l'occasion de cette mission de M^me^ Dionne-Marsolais en Europe, des rencontres ont eu lieu, entre autres, avec les présidents Ardanza du Pays Basque et Pujol, de la Catalogne, ainsi qu'avec ses homologues de l'Industrie et du Commerce.

Enfin, notons qu'à l'initiative des autorités espagnoles, des discussions ont été entamées en vue de la conclusion d'un accord créant un programme d'appui à l'enseignement, au Québec, de la langue espagnole. D'autres négociations ont été entamées touchant des domaines comme la sécurité sociale.

Russie

Le gouvernement du Québec a nommé un délégué du Québec pour la Russie et l'Ukraine, le 22 novembre 1996, dans le cadre de mesures alternatives de représentation du Québec à l'étranger depuis le territoire québécois. Par ailleurs, M. Alexandre Latkin, vice-gouverneur de la région de Samara, a effectué une mission au Québec au cours de laquelle une revue des dossiers actifs avec cette région de Russie a été réalisée. Le Québec et le Samara ont signé une entente de coopération en 1994 et les échanges intervenus entre les parties laissent présager un élargissement des domaines touchés par l'entente.

Turquie

Le ministre d'État des Ressources naturelles, M. Guy Chevrette, a par ailleurs dirigé une mission en Turquie en vue de faire la promotion de l'expertise d'Hydro-Québec en matière d'hydroélectricité et de gaz, et d'appuyer les démarches d'entreprises publiques et privées québécoises du domaine de l'énergie dans la recherche de contrats en Turquie.

Au cours de l'année 1996-1997, le ministère des Relations internationales, avec ses partenaires du Secrétariat aux ententes de sécurité sociale, a négocié avec les homologues du gouvernement turc les derniers aspects du projet d'entente de sécurité sociale Turquie/Québec.

Portugal

Le Québec a accueilli, en octobre 1996, le secrétaire d'État aux Communautés portugaises, M. José Manuel Lello. Des rencontres ont eu lieu avec les ministres des Relations internationales et des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. À l'occasion de cette visite, la Ville de Hull a procédé à l'inauguration d'une statue, en hommage à la communauté portugaise de la région.

Affaires publiques

Institutions européennes

Le Ministère, de concert avec les autres instances publiques concernées au Québec, a mené une action vigoureuse en vue de mieux faire connaître les réalités québécoises dans des secteurs comme la foresterie, les mines et les relations avec les populations autochtones. Cette action s'est traduite par la tenue d'activités à dimension européenne à Bruxelles et l'accueil, au Québec, de plusieurs groupes d'intervenants spécialisés.

Royaume-Uni, Irlande et pays scandinaves

En matière d'affaires publiques, la Délégation générale du Québec à Londres a travaillé, de concert avec le Ministère, à mieux faire connaître le Québec ainsi que la nature et les raisons d'être de ses ambitions; à faire état de sa performance économique et financière; à mettre en valeur certains aspects fondamentaux de la société québécoise, plus particulièrement son caractère démocratique et innovateur.

La Délégation générale s'est notamment chargée, au cours de l'année 1996-1997, de présenter les perspectives québécoises dans le dossier de l'amiante auprès des organismes britanniques comme le *Health and Safety Executive*. La Délégation générale a par ailleurs maintenu des relations de travail avec les instances du gouvernement britannique chargé des relations avec le Canada, au premier chef, le *Foreign Office*. Des questions d'intérêt mutuel sont ainsi régulièrement abordées entre les deux gouvernements et la Délégation a porté une attention particulière à la présentation des positions québécoises dans un certain nombre de dossiers, y compris des dossiers à dimension européenne.

Par ailleurs, la Délégation générale publie, à l'intention du Québec, un relevé périodique de la presse britannique et irlandaise intitulé *Ici Londres*. Elle publie aussi un bulletin visant différents publics britanniques, *Quebec Matters*. Cette revue porte à l'attention des lecteurs les innovations québécoises en matière de réforme électorale et d'organisation de la vie politique, par exemple. La Délégation générale a choisi par ailleurs de répliquer de manière systématique aux articles de journaux qui présentent de manière déformée les réalités québécoises.

Une attention particulière a été portée au cours de l'exercice à la question des droits autochtones au Québec. Un numéro de *Quebec Matters* a cherché à situer la question autochtone dans son contexte. La Délégation générale a favorisé par ailleurs les contacts entre chercheurs britanniques et québécois à propos de ces questions.

Allemagne, Autriche, Suisse

Le Ministère a de nouveau contribué à l'organisation du Congrès annuel de l'Association des études canadiennes dans les pays germanophones, qui s'est déroulé cette année à Beilngries (Bavière). Le ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, s'est adressé aux trois cents participants lors de la soirée d'ouverture, le 14 février, et a remis le 5e Prix d'Excellence du Québec à une étudiante de l'Université d'Innsbruck. Le Québec a aussi offert, dans le cadre du volet culturel du Congrès, un concert du duo de pianistes québécois Campion et Vachon. Par ailleurs, le Ministère a continué à supporter les échanges entre universités. De plus en plus d'universités germanophones sont intéressées à développer leur connaissance des réalités québécoises. L'appui du Ministère a permis à six universités allemandes et autrichiennes d'organiser diverses activités de ce type sur le Québec.

Le Ministère a aussi apporté son appui aux Québécois et Québécoises résidant en Allemagne et en Suisse qui ont mis sur pied, dans ces deux pays, une association afin d'échanger des services ou des informations et de contribuer à faire connaître davantage le Québec.

Le délégué du Québec, en collaboration avec le Ministère, est intervenu à deux reprises auprès de deux journaux allemands afin de corriger des articles négatifs sur la situation politique et économique ou encore pour corriger des faits erronés qui ont été publiés concernant les droits de la personne.

Enfin, afin d'assurer le rayonnement du Québec dans les pays germanophones, le Ministère a lancé une nouvelle publication en langue allemande, *Québec Info*, qui est distribuée auprès des principaux partenaires du Québec dans ces trois pays.

Belgique et Pays-Bas

En matière d'affaires publiques, la priorité a été accordée au soutien des activités réalisées au Centre d'études québécoises de l'Université de Liège et au Centre d'études québécoises et canadiennes-françaises de l'Université de Gand. Des actions ont également été menées avec le Centre d'études canadiennes de Roningen, aux Pays-Bas.

Le Québec fut aussi l'hôte d'honneur aux Fêtes de Wallonie. Sa présence à ces manifestations culturelles s'est principalement exprimée par la participation d'artistes de la chanson, de la peinture, de l'artisanat et du film d'animation.

Russie

Le Ministère a appuyé les démarches de l'Université Laval en vue d'établir un Centre Québec/Moscou à l'Université d'État des Sciences humaines de Russie à Moscou.

Action sectorielle

Institutions européennes

Le Ministère a maintenu son appui à l'achèvement de la première phase du projet euro-québécois sur l'utilisation des cartes à puces à des fins médicales et participé activement aux négociations visant la mise en place d'une deuxième phase de collaboration avec des intervenants européens appuyés par la Commission européenne. Il est désormais acquis que cette deuxième phase, d'envergure beaucoup plus importante que la première, démarrera au cours de l'année 1997 avec des participants de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et du Québec. Le gouvernement fédéral canadien appuie aussi ce projet à la fine pointe de la technologie mondiale.

Le Ministère a continué d'assumer le secrétariat du Comité intergouvernemental Europe-Québec créé en vue de diriger les travaux des nombreux participants au projet Euro-Québec/Hydro-hydrogène (EQHH). Ce projet en est au stade pré-industriel dans le cas de plusieurs applications. La poursuite sur une longue période de la collaboration euro-québécoise dans le cadre de EQHH, l'importance des investissements consentis de part et d'autre et la quantité de retombées industrielles attendues témoignent des avantages d'un projet de coopération d'envergure entre l'Europe et le Québec dans un domaine de pointe.

Royaume-Uni, Irlande et pays scandinaves

Le domaine des relations universitaires a été marqué par la présence, à différents moments de l'année, de plus d'une vingtaine d'universitaires québécois qui ont participé à des colloques en Grande-Bretagne. Des membres de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec ont rencontré leurs homologues britanniques afin de discuter des efforts de modernisation dans le secteur universitaire; la Conférence accueillera, au cours du prochain exercice, des membres du *Committee of Vice-Chancellors and Principals*.

Des discussions se sont poursuivies tout au long de l'année en vue du renouvellement de l'accord qui lie le Québec à la Grande-Bretagne en matière de moniteurs d'enseignement de langue seconde.

En 1996-1997, les activités culturelles ont été particulièrement importantes à Londres qui est l'une des grandes capitales culturelles de l'Occident. On y a accueilli 36 manifestations culturelles québécoises dont celles de Céline Dion, La La La Human Steps, Robert

Lepage, le Cirque du Soleil, les Grands Ballets canadiens, Louis Lortie. À cause de sa taille et de son rayonnement, le marché britannique revêt une importance dont les artistes et les industries culturelles du Québec sont de plus en plus conscients. Une tournée britannique permet souvent de lancer une carrière européenne. Ainsi, le groupe La Bottine Souriante, à la suite d'un spectacle à Glasgow, en Écosse en janvier dernier, a décroché des contrats pour la Norvège, la France, l'Italie et deux festivals en Angleterre. Plus de 85 artistes ou groupes québécois différents se sont produits au Royaume-Uni et en Irlande, en 1996-1997, dans 120 salles et lieux répartis dans 80 villes différentes. Les arts de la scène ont été particulièrement à l'honneur, représentant à eux seuls les deux tiers des événements. Cette réussite s'inscrit sans la stratégie d'intervention de la Délégation générale qui vise à rapporter des dividendes après deux ou trois années d'investissements. Dans un marché où plus de 80 représentations culturelles sont en concurrence, la qualité et l'originalité de son expression contemporaine constituent la force du Québec. La Délégation générale vise à ce que les diffuseurs et les acheteurs de produits culturels puissent voir les produits québécois de qualité pour les insérer dans le réseau local de diffusion. De même, elle vise à améliorer la pénétration de nos industries culturelles, notamment dans le domaine de l'audiovisuel. À ces fins, plus de 100 missions ont eu lieu de part et d'autre en 1996-1997.

Afin de marquer la présence culturelle québécoise constante et considérable au Royaume-Uni et en Irlande, la Délégation générale a décidé, en 1996-1997, de publier, trois fois l'an, un calendrier culturel qui présente nos artistes et qui indique les endroits et les dates où ils se produisent. D'une facture destinée à retenir l'attention, le document est diffusé dans le réseau des lieux de spectacles.

Sur le plan économique, la Délégation générale a intensifié, en 1996-1997, son programme de relations avec les directions des sociétés britanniques qui ont des filiales au Québec, afin de s'enquérir de leur degré de satisfaction à l'égard de leurs installations québécoises et dans le but de les intéresser à accroître leurs investissements.

En cours d'année, le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie a décidé de constituer à Paris une équipe de trois conseillers chargés de la sollicitation, par secteurs, d'investissements européens. Forte de sa connaissance des milieux britanniques et irlandais, la Délégation générale s'est associée à ces conseillers et elle a continué à jouer un rôle actif en vue de développer et de faire progresser des dossiers d'investissements potentiels au Québec.

Au chapitre de l'exportation de biens, de services et de technologies québécois, la Délégation générale a traité plus de 150 demandes de toutes sortes (information, accompagnement, interventions) de la part d'entreprises québécoises. Les technologies de l'information, la mode, les biotechnologies, l'alimentation et les services ont notamment été à l'honneur. Le Salon de l'aéronautique de Farnborough a été sans conteste le fait saillant de l'année dans le domaine de l'aérospatiale.

Allemagne, Suisse, Autriche

Dans le cadre de la coopération Québec/Bavière, le Ministère a accueilli, au mois de juin 1996, un groupe de vingt hauts fonctionnaires du gouvernement de Bavière, à l'occasion d'une mission nord-américaine, et a préparé, à leur intention, un séjour d'études sur l'administration publique québécoise. Il a maintenu son appui aux programmes d'échanges des jeunes du cinquième secondaire du Québec avec les écoles de Bavière et de la Rhénanie-du-Nord/Westphalie. Dans le cadre de la coopération avec la Bavière, le Ministère a offert des bourses du Premier ministre permettant à deux étudiants de réaliser un court séjour de perfectionnement dans une université bavaroise. Sur le plan culturel, le Ministère a offert un appui financier pour la tenue de la réception des éditeurs québécois au Salon du livre de Francfort.

Belgique

Les relations de coopération avec la Communauté française de Belgique ont été marquées par la réalisation de projets de coopération dans les secteurs de la recherche scientifique et universitaire, la culture et les communications, l'éducation et la formation professionnelle. Des actions seront aussi menées dans l'avenir dans les domaines des technologies de l'information et des inforoutes à la suite des décisions de la Commission mixte permanente Québec/Communauté française de Belgique.

Les relations avec la Région wallonne ont porté principalement sur la coopération universitaire dans les domaines des sciences de la vie, des techniques de l'environnement, des technologies de l'information, des nouveaux matériaux et de la formation professionnelle. Dans ce dernier secteur, les relations se sont poursuivies entre l'école d'aéronautique du Collège Édouard-Montpetit et le Centre de formation en aéronautique de Charleroi. Enfin, lors de la dernière session du Comité permanent, il a été convenu de mettre l'accent sur des actions structurantes comme, par exemple, le programme qui vise la conclusion d'accords industriels entre entreprises.

Les relations de coopération avec la Flandre ont été maintenues dans les domaines des technologies de

l'information, des nouveaux matériaux et des sciences de la santé.

En matière culturelle, le Québec était particulièrement bien représenté aux Fêtes de la Wallonie, aux Francofolies de Spa, au Festival du film francophone de Namur où le cinéaste Arthur Lamothe fut récompensé pour son film *Le silence des fusils* et au Festival du film fantastique de Bruxelles en méritant le Prix du jury et le Prix du public avec le film *Karmina.* De nombreux artistes et auteurs québécois ont contribué à la diffusion de la culture québécoise au Benelux tout au long de l'année, le plus remarquable étant certainement le Cirque du Soleil, qui a connu un énorme succès avec la présentation de son spectacle *Alegria.*

Le Prix Québec-Flandre de musique contemporaine 1996 a été attribué au compositeur flamand, M. Peter Swinnen, le Prix Québec-Wallonie-Bruxelles du disque a été remis à l'auteur-compositeur-interprète belge, M. Jean-Louis Daulne et le Prix 1996 Québec/Wallonie-Bruxelles du livre de jeunesse à M^me^ Christiane Duchesne, pour son œuvre *La bergère de chevaux.*

Du point de vue économique, l'année 1996-1997 fut marquée par plusieurs missions de groupe importantes : mission de sociétés québécoises dans le domaine des technologies de l'information à Amsterdam, aux Pays-Bas, dans le cadre du salon *IBC-International Broadcasting Convention 96*; mission de sociétés québécoises dans le domaine de l'environnement - techniques de l'eau - à Amsterdam, aux Pays-Bas, dans le cadre du salon AQUATECH 96; mission de sociétés québécoises dans le domaine de l'instrumentation à Utrecht, aux Pays-Bas, dans le cadre du salon HET INSTRUMENT 96; mission de sociétés québécoises dans le secteur de l'environnement, dirigée par le ministre de l'Environnement et de la Faune du Québec, M. David Cliche, au salon BEST 97 - *Best Environmental & Safety Technologies* - à Namur, où le Québec était invité d'honneur. Ces différentes missions ont permis la mise en contact de sociétés québécoises et du Benelux, et l'aboutissement de plusieurs ententes.

Plusieurs missions individuelles pour signature d'ententes, projets d'investissement ou échanges se sont également déroulées : mission de la société québécoise BPR, en avril 1996, pour la signature de l'entente avec la société wallonne Da Vinci dans le domaine de la géomatique avec application environnementale; mission du TNO – Centre de recherche appliquée aux Pays-Bas – au Québec, en mai 1996, pour la signature d'une entente avec le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) dans le domaine de l'environnement; mission de l'INV – Institut scientifique du verre – au Québec pour un projet de création d'un centre d'excellence verrier au Québec, en collaboration avec le CRIQ, l'INO et le CRM; mission en Belgique et aux Pays-Bas du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec en vue de la conclusion d'ententes avec des institutions et organismes privés dans le cadre de sa nouvelle politique d'investissement dans les sociétés s'établissant au Québec.

Sous les auspices du Comité permanent Wallonie-Québec, le Service économique a participé à la préparation des projets en ce qui concerne les dossiers technologiques et de partenariat économique.

Au cours de l'exercice, 16 ententes ont pu être conclues, 6 implantations ou réinvestissements au Québec ont été réalisés, dont CEIA, Ménart, Tessenderlo, Européenne de Service (13,5 millions $ CA), Solvay (20 millions $ CA) et des ventes ont été effectuées par des sociétés québécoises que nous avons soutenues au Benelux, pour plus de 9,58 millions $ CA.

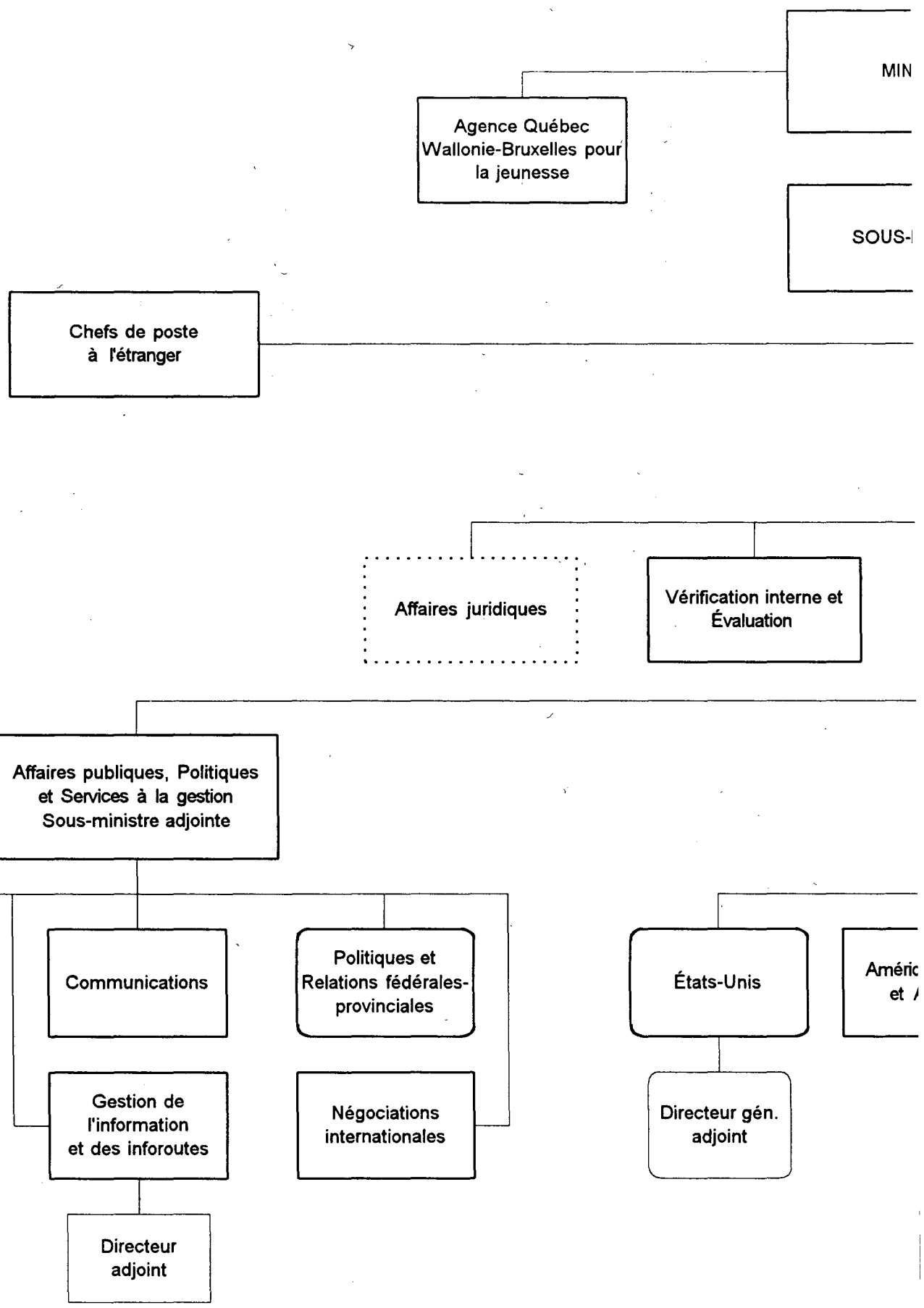
L'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse a atteint, en 1996-1997, les quotas d'échanges prévus de part et d'autre, pour un total de 700 jeunes. Elle planifie, pour la prochaine année, certaines actions de coopération bilatérale en pays tiers sur des thématiques diversifiées telles : l'évolution démocratique de l'Europe centrale, la formation de formateurs en animation et gestion de projet en Haïti, un colloque Co-entreprise du Maine, les nouvelles technologies de l'information.

Italie

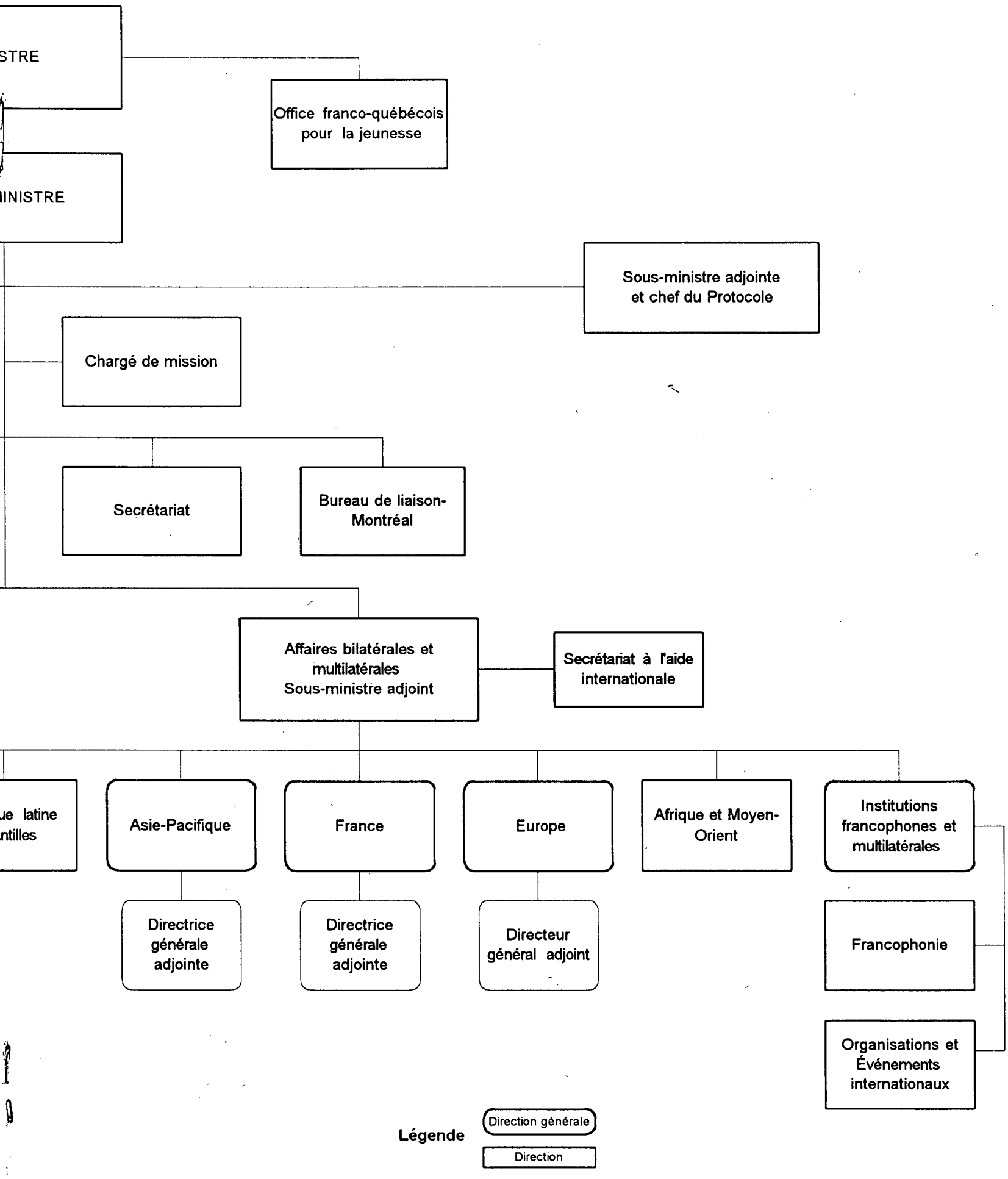
L'année 1996-1997 a été marquée par l'affectation d'une agente culturelle à Rome et le maintien du budget prévu pour les projets retenus dans les sous-commissions mixtes dont les réunions se sont tenues à Rome, en février 1996. Les discussions se sont notamment poursuivies entre les représentants du Ministère, du Musée du Québec et de l'administration du Palais des expositions de Rome en vue de la présentation, à l'automne 1998, d'une importante exposition sur l'art québécois du XIX^e^ et du XX^e^ siècle, qui devrait également être suivie d'un programme d'activités à caractère culturel et universitaire, par exemple, lors d'un colloque organisé, à Rome, par la Direction du Centre d'études québécoises de l'Université de Bologne.

La programmation de coopération bilatérale retenue a aussi permis, à titre d'exemple, la présentation, en Italie, de la pièce de Larry Tremblay, *The Dragonfly of Chicoutimi*, qui a connu un grand succès grâce à la performance de M. Jean-Louis Millette, et assuré l'appui du Ministère à la conférence *Les enjeux et les opportunités des inforoutes pour les villes en Italie*, organisée avec la Division affaires et finances du

Gouvernement du Québec
Ministère des Relations internationales



DRH / 31 mars 1997


STRE
Office franco-québécois pour la jeunesse
INISTRE
Sous-ministre adjointe et chef du Protocole
Chargé de mission
Secrétariat
Bureau de liaison-Montréal
Affaires bilatérales et multilatérales Sous-ministre adjoint
Secrétariat à l'aide internationale
ue latine
ntilles
Asie-Pacifique
France
Europe
Afrique et Moyen-Orient
Institutions francophones et multilatérales
Directrice générale adjointe
Directrice générale adjointe
Directeur général adjoint
Francophonie
Organisations et Événements internationaux
Légende
Direction générale
Direction

groupe *La Republica*, les villes de Turin, de Stockholm et de Montréal, en vue de promouvoir l'expertise des entreprises montréalaises en matière de technologies de l'information sur les marchés italiens.

Le Musée du Québec a présenté l'exposition *Les chefs-d'œuvre du design italien 1960-1994* qui a connu un grand succès au Québec. Il y a lieu de souligner également la participation de la troupe de marionnettes du *Centro Teatro di Figura* à la Semaine mondiale de la marionnette tenue à Jonquière, en juillet 1996.

Russie

Le Québec a reçu des missions en provenance de Russie dans les domaines des transports routiers et de la santé. Dans le premier cas, le Ministère a requis la collaboration des autorités du ministère des Transports et dans le second, il a associé le ministère de la Santé et des Services sociaux. Cette dernière mission était dirigée par des cadres du bureau de l'Organisation mondiale de la santé, bureau de Copenhague, et comprenait également des représentants du ministère fédéral russe de la Santé, tant de la capitale que des régions. Le Québec a aussi reçu une délégation de la région de Toula intéressée à établir des liens entre la Fondation Demidoff de Toula et des correspondants au Québec. La Fondation a le statut d'organisme de bienfaisance en Russie et, à ce titre, peut soutenir des activités, principalement dans le domaine culturel.

Ukraine

Le Québec a reçu une délégation de la République d'Ukraine composée d'experts du domaine de la fiscalité. Les membres de la délégation ont eu des rencontres de travail avec leurs vis-à-vis québécois, avec des représentants de la Ville de Montréal et ont terminé leur séjour au Québec par une rencontre présidée par le ministre délégué au Revenu, M. Roger Zutrand.

2.6 France

Relations intergouvernementales

L'événement le plus marquant au chapitre des relations franco-québécoises en 1996-1997 fut la visite officielle au Québec les 10 et 11 juin 1996 du premier ministre de la République française, M. Alain Juppé. La venue de M. Juppé a marqué la reprise des visites alternées de premiers ministres français et québécois, après celle du premier ministre du Québec en France en janvier 1995. La dimension politique de ces rencontres est déterminante. Elles permettent un dialogue régulier entre les chefs des deux gouvernements sur les questions de l'heure, tant bilatérales que multilatérales, avec comme aboutissement des engagements écrits quant aux orientations de fond de la relation sur les plans politique, économique, social et culturel.

Le premier ministre français était accompagné du ministre de l'Industrie, des Postes et des Communications, M. Franck Borotra, du ministre délégué responsable de la Jeunesse et du Sport, M. Guy Drut, et de la secrétaire d'État chargée de la Francophonie, M^{me} Margie Sudre. Une importante délégation de chefs d'entreprises français faisait aussi partie de la délégation du premier ministre et ont participé avec leurs homologues québécois à une séance de travail présidée par les ministres Borotra et Landry. Cette visite a donné lieu à la signature d'un relevé de décisions des premiers ministres et de plusieurs ententes. Les gouvernements français et québécois sont notamment convenus, à cette occasion d'intensifier leur coopération en matière de création d'emplois, d'assainissement des finances publiques, de santé, d'éducation, de formation professionnelle pour la jeunesse, d'autoroute de l'information et de réseaux multimédia.

Le ministre d'État des Ressources naturelles et ministre responsable du Développement des régions, M. Guy Chevrette, a effectué en compagnie de représentants élus et non élus de régions du Québec une mission d'étude en France du 15 au 19 avril 1996. Le ministre a notamment rencontré le ministre de la Fonction publique, de la Réforme de l'État et de la Décentralisation, M. Dominique Perben, le ministre de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration, M. Jean-Claude Gaudin, et le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Louis Debré. Cette mission a notamment permis l'établissement de relations nouvelles entre régions françaises et québécoises.

La ministre déléguée aux Mines, aux Terres et aux Forêts, M^{me} Denise Carrier-Perreault, s'est rendue en France les 7 et 8 octobre 1996 pour discuter de la position adoptée par la France en matière d'utilisation de l'amiante. Il a alors été convenu, avec le ministre français du Travail et des Affaires sociales, M. Jacques Barrot, de tenir des rencontres entre experts français et québécois sur les recherches en cours concernant l'amiante et les produits de substitution. Des discussions ont aussi eu lieu avec des représentants de l'INSERM et de l'industrie française de transformation de l'amiante.

Le vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, M. Bernard Landry, a dirigé une mission en France du 3 au 6 décembre 1996. Dans le cadre de la 32^{e} Rencontre annuelle du Groupe franco-québécois de coopération économique, M. Landry a présidé plusieurs groupes de travail. Il s'est par ailleurs entretenu avec les principaux ministres français titulaires d'un portefeuille économique : M. Jean Arthuis, ministre de l'Économie et des Finances; M. Bernard Pons, ministre de l'Équipe-

ment, du Logement, du Transport et du Tourisme; M. Franck Borotra, ministre de l'Industrie, de la Poste et des Télécommunications; M. Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, du Commerce et de l'Artisanat; M. Yves Galland, ministre délégué aux Finances et au Commerce extérieur ainsi que M. Alain Lamassoure, ministre délégué au Budget et porte-parole du gouvernement français. À l'Assemblée nationale, il a rencontré le président de la Commission des Finances, de l'Économie générale et du Plan de l'Assemblée nationale, M. Pierre Méhaignerie. Le vice-premier ministre a également eu des entretiens avec des investisseurs français potentiels, des industriels intéressés à conclure des ententes avec des partenaires québécois et des représentants d'une trentaine d'entreprises québécoises implantées en France. Il a discuté avec ces derniers des facteurs de réussite de leurs activités sur le marché français. Enfin, devant les membres de l'Institut France-Amérique et de la Chambre de commerce France-Canada, il a prononcé une allocution fort remarquée intitulée *Le Québec et l'horizon 2000.*

La ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, M^me^ Rita Dionne-Marsolais, a effectué une mission en France les 30 et 31 janvier 1997 pour conclure avec son vis-à-vis une entente en matière de tourisme et faire progresser un certain nombre de projets touristiques et industriels pouvant déboucher sur des partenariats commerciaux ou des investissements français au Québec. Elle y a notamment rencontré le ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, M. Bernard Pons, et le ministre délégué aux Finances et au Commerce extérieur, M. Yves Galland.

Du 8 au 13 février 1997, la ministre de la Culture et des Communications, M^me^ Louise Beaudoin, s'est rendue en France avec une quarantaine d'entreprises participant au Salon MILIA à Cannes. Huit accords industriels ont été signés en sa présence et une dizaine d'autres accords ont été négociés. Au cours de son séjour, elle a aussi tenu des séances de travail avec le ministre de la Culture, M. Philippe Douste-Blazy, sur l'ensemble de la relation culturelle franco-québécoise et le ministre délégué chargé de la Poste, des Télécommunications et de l'Espace, M. François Fillon, sur le dossier des inforoutes.

Le ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Jean Rochon, a effectué une mission en France du 23 au 29 mars 1997. Cette mission visait principalement à appuyer l'importante participation québécoise aux Salons Intermédica et Bio-Expo et à signer une entente avec M. Hervé Gaymard, secrétaire d'État à la Santé et à la Sécurité sociale, pour encourager une coopération franco-québécoise entre les professionnels des réseaux sociosanitaires, les établissements et les centres de recherche. Plus de 80 représentants d'entreprises ou d'organismes ont pris part aux différents salons. Quelque 45 compagnies du secteur biomédical ont pu conclure des ententes d'une valeur d'environ huit millions de dollars tandis que d'autres compagnies ou institutions ont amorcé des échanges sur d'éventuels partenariats. M. Rochon a en outre rencontré le président de la Commission des affaires sociales et culturelles de l'Assemblée nationale, M. Bruno Bourg-Broc, ainsi que le président du Conseil économique et social, M. Jean Mattéoli.

Le Québec a été l'hôte, en décembre 1996, de la 55^e^ session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise, qui est l'instance décisionnelle par laquelle s'actualise la coopération entre la France et le Québec. Ces assises annuelles se tiennent en alternance au Québec et en France et sont l'occasion de recentrer les orientations de la coopération pour tenir compte de l'évolution des intérêts des deux parties et des priorités déterminées par les deux premiers ministres lors de leur rencontre annuelle.

Par ailleurs, les travaux de la 19^e^ réunion du Groupe franco-québécois de coopération économique (GFQCÉ) ont été menés le 4 décembre 1996 à Toulouse en France. Ces travaux sont une occasion privilégiée d'échanges sur l'état des relations économiques bilatérales et l'amorce de nouveaux projets de coopération économique, dont les plus importants sont soumis aux premiers ministres à l'occasion de leurs visites alternées. En marge de la rencontre du Groupe franco-québécois de coopération économique s'est également tenue à Toulouse, le 3 décembre 1996, la 47^e^ réunion de la Commission mixte ACTIM-Québec.

Affaires publiques

La Délégation générale du Québec à Paris a été très active dans ce domaine. Le délégué général et son équipe ont participé à une multitude d'événements à Paris et en région dont plusieurs à l'initiative des Associations régionales de France-Québec. Les services économique, culturel, scientifique, technique et social ont participé à de nombreux salons, foires, colloques et conférences dans leurs secteurs respectifs tels le Salon de l'aéronautique *Le Bourget*, le MILIA, le MIPCOM, les Entretiens Jacques-Cartier, etc. La Délégation publie par ailleurs *La lettre du Québec*, qui présente des informations sur l'actualité québécoise, les activités de la Délégation générale et les relations franco-québécoises, et est adressée chaque mois à quelques milliers de personnes. Des dossiers spéciaux d'informations sont également distribués régulièrement. Enfin, la Délégation générale entretient d'étroites relations avec les milieux journalistiques français et la presse québécoise en France en plus d'assurer le suivi et l'analyse de la couverture du Québec par les médias français.

De leur côté, les 8 500 bénévoles (dont 5 000 en France) des Associations France-Québec et Québec-France, répartis dans 87 régionales (dont 63 en France), ont multiplié encore une fois cette année les gestes visant à faire connaître, comprendre et apprécier la réalité de la France et du Québec et à développer une solidarité active entre les deux communautés. Parmi les principales initiatives des Associations pour 1996, notons l'organisation des fêtes du 25e anniversaire de Québec-France en octobre, auxquelles ont participé près de 400 membres des régionales du Québec et plusieurs membres de l'Association France-Québec; la modernisation du Secrétariat national de Québec-France; un concours en arts visuels en collaboration avec le Mouvement Desjardins et l'Association générale de retraite par répartition (AGRR) de France; et l'appui à la Fondation Félix-Leclerc.

Action sectorielle

En juin 1996, les premiers ministres français et québécois ont réaffirmé leur volonté de voir les relations directes et privilégiées entre la France et le Québec trouver leur pleine traduction sur le plan économique. Ils ont par ailleurs énoncé un certain nombre de priorités sectorielles dont la formation professionnelle des jeunes et le développement des autoroutes de l'information et de réseaux multimédia. Ces priorités ont fortement inspiré les activités instaurées au cours de 1996-1997 par le Ministère et la Délégation générale, en liaison avec leurs partenaires français.

Dans le domaine économique, un effort conjugué du Québec et de la France ont permis une intensification des relations bilatérales, comme en témoignent les diverses rencontres ministérielles qui ont eu lieu, en particulier les missions économiques de ministres québécois en France qui ont directement contribué à la mise en œuvre du relevé de décisions des premiers ministres.

Les travaux du Groupe franco-québécois de coopération économique ont notamment porté sur les développements à venir dans les secteurs de la santé, du tourisme, des technologies de l'information et de l'hydrogène liquide; le dossier de la certification en France de l'avion d'affaires Challenger de Bombardier; le processus de normalisation en Europe susceptible d'affecter les exportations de bardeaux bitumés fabriqués au Québec; le bannissement de l'amiante par la France, annoncé en juillet 1996 et devant entrer en vigueur le 1er janvier 1997.

Les participants à la 47e réunion de la Commission mixte ACTIM-Québec ont pris acte du maintien d'un nombre significatif de missions industrielles réalisées (45 en 1994; 50 en 1995), ainsi que du grand succès des rencontres industrielles sur les technologies de l'information tenues à Montréal en juin 1996. Des secteurs prioritaires ont été désignés, soit la santé et le bâtiment, et il a été convenu de consentir un effort particulier à la promotion du programme de coopération industrielle franco-québécois.

Dans le secteur des sciences et de la technologie, qui demeure le plus important secteur de coopération franco-québécoise, plusieurs projets retenus par la Commission permanente de coopération franco-québécoise ont été mis en œuvre en 1996 en neurosciences/méthodes biologiques alternatives, ingénierie linguistique/aspects sociaux des autoroutes de l'information et économie de la santé. Conformément aux nouvelles modalités de coopération dans ce secteur définies il y a trois ans, ces projets se poursuivront en 1997. Les efforts mis sur la valorisation des projets menés dans ce nouveau cadre ont été accrus. En particulier, un séminaire dans le secteur bio-alimentaire, tenu à Dourdan au début de 1997, a permis de faire une synthèse des résultats obtenus et de les diffuser aux différentes équipes de recherche de ce secteur.

Dans le domaine de la coopération interuniversitaire franco-québécoise, les dispositifs mis en place l'année dernière pour favoriser les échanges d'étudiants ont porté fruit en 1996-1997. De nombreux étudiants français et québécois se sont prévalus de l'accord-cadre sur la reconnaissance des diplômes et la validation des études qui a été conclu au début de 1996 entre, d'une part, la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec et, d'autre part, la Conférence des principaux et la Conférence des directeurs d'école et de formation d'ingénieurs de la France. Il en a été de même en ce qui a trait au nouveau programme de cotutelle de thèse de doctorat qui a été mis sur pied sur la base d'ententes spécifiques entre établissements français et québécois.

Les « Journées de la coopération interuniversitaire franco-québécoise », qui se sont tenues à Paris en mars 1997, sous l'égide du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise (CCIFQ), ont par ailleurs été l'occasion d'effectuer une réflexion sur les perspectives de la coopération entre la France et le Québec dans ce domaine.

Un projet pilote d'échanges entre les collèges d'enseignement général, professionnel et technique et les lycées professionnels et techniques de la région de Grenoble a été réalisé pour renforcer la mobilité étudiante. Les professeurs des cégeps et des lycées ont pu harmoniser quatre programmes dans le domaine du bâtiment, de l'architecture, du tourisme et du commerce, de manière à faciliter la poursuite des études dans l'établissement d'accueil. Les premiers échanges ont eu lieu en janvier sous l'égide de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ).

Dans le domaine de la culture, la France et le Québec entretiennent une coopération soutenue depuis plus de trente ans tant en ce qui a trait à la production qu'en ce qui concerne la participation d'artistes, créateurs et industriels lors d'événements culturels majeurs. Cette coopération contribue aux échanges dans des sphères aussi variées que le livre, le cinéma, la musique, le théâtre et la danse, les arts visuels et le multimédia, en plus de favoriser la coopération entre musées. En 1996, les parties française et québécoise sont convenues d'orienter leur action vers des projets et événements culturels s'adressant à un large public ainsi qu'aux professionnels concernés, telle la participation à des festivals d'importance, à des salons ou à des événements artistiques majeurs pour la promotion des artistes. Notons en particulier la participation, en janvier 1997, d'un groupe de 105 Québécois provenant de 46 entreprises au 31e Marché international du disque et de l'édition musicale (MIDEM), qui réunissait à Cannes plus de 10 000 professionnels, et le stand Québec Multi-Média au dernier salon du Marché international de l'édition et des nouveaux médias (MILIA) à Cannes, en février 1997, qui réunissait 27 entreprises québécoises du secteur et était cogéré par la Société de développement des entreprises culturelles (SODEQ) et l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL).

Dans le domaine des autoroutes de l'information, la participation de professionnels québécois et français à divers forums spécialisés, tels INET 96 et le Marché international du multimédia (MIM), a favorisé la conclusion d'accords de partenariat entre les entreprises et les institutions associées à la production et à la diffusion de produits multimédia. Au début de 1997, le Groupe de travail franco-québécois pour la normalisation des technologies de l'information sous leurs aspects linguistiques (NoTIAL) a déposé son rapport. Ce rapport fait état des actions requises en faveur de la francisation et de la promotion des normes internationales propres à faciliter l'expression du pluralisme linguistique sur les grands réseaux. Enfin, divers projets issus du séminaire de Poitiers sur « les innovations technologiques et l'éducation », tenu à l'automne 1995, ont été soutenus financièrement et un programme de recherche en ingénierie linguistique a été mis en œuvre.

En matière de décentralisation et de développement régional, une priorité a été accordée à la concertation entre organismes et agents planificateurs de l'État chargés d'étudier la modernisation des structures sociales, administratives et économiques. L'accent a été porté sur le développement d'échanges entre instances locales et régionales, en particulier avec la région Rhône-Alpes avec laquelle le Québec entretient depuis plusieurs années des relations fructueuses. Le nombre (près de 2 000) et la qualité des participants aux *Neuvièmes Entretiens* du Centre Jacques-Cartier, qui se sont déroulés à Montréal et à Québec du 30 septembre au 4 octobre 1996, témoignent de la vitalité de ces liens. Vingt-quatre jeunes professionnels de toutes les régions du Québec ont par ailleurs suivi, à l'automne 1996, les travaux de l'Université d'été sur l'intégration européenne, à Lyon. Coordonné par la Chaire Jean-Monnet de l'Université de Montréal et l'OFQJ, le programme de formation professionnelle pour les intervenants en développement régional et urbain a été mis en place avec la collaboration de la Ville de Lyon, de la Région Rhônes-Alpes, de la Chambre de commerce et d'industrie de Lyon, de l'Université Lumière-Lyon II et de l'Université Jean-Moulin-Lyon III. Cette formation a été l'occasion pour plusieurs participants d'établir des contacts avec des interlocuteurs rhône-alpins et un certain nombre de projets sont actuellement en voie de réalisation, dont l'organisation d'un colloque régional sur le développement local et les projets prioritaires de développement économique.

Enfin, l'OFQJ a apporté en 1996 un soutien à la réalisation de 1 348 missions ou stages de jeunes Québécois en France et de 1 001 stages de jeunes Français au Québec. Conformément au vœu exprimé par les premiers ministres français et québécois, une priorité a été accordée aux actions de formation en relation directe avec l'exercice actuel ou futur d'un métier. Cette priorité s'est traduite notamment par une reconduction de l'entente entre l'Office et la Société québécoise de développement de la main d'œuvre relative au Programme Formation & Emploi *(Performe)* pour une deuxième année, assortie d'un budget de 300 000 $ pour la réalisation de stages en entreprises françaises. On peut également noter la signature d'une nouvelle entente avec le ministère de l'Éducation du Québec visant à faciliter la poursuite d'études universitaires en France; l'instauration d'un partenariat entre l'OFQJ et le Comité national d'Accueil et d'Actions réunionnaises en Métropole pour la tenue au Québec de stages de jeunes de l'Île de la Réunion; la création d'un Fonds franco-québécois associé à la Fondation Félix-Leclerc pour l'appui au développement de la carrière de jeunes artistes et la signature d'un Protocole d'entente avec la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF) permettant à une douzaine de jeunes francophones hors Québec d'effectuer des stages en entreprises en France.

2.7 Institutions francophones et multilatérales

Francophonie

En 1996-1997, les activités de la Direction de la francophonie ont surtout porté sur la mise en œuvre des décisions de la sixième Conférence des chefs d'État et de Gouvernement des pays ayant le français en partage, qui s'est tenue à Cotonou au Bénin, en décembre 1995, et sur la préparation du prochain Sommet de la Francophonie qui se tiendra à Hanoi, au Vietnam, en novembre 1997.

La huitième session de la Conférence ministérielle de la Francophonie s'est déroulée à Marrakech, les 17 et 18 décembre 1996. La Conférence a d'abord agi à titre de Conseil d'administration de l'Agence de la Francophonie pour siéger ensuite comme organe du Sommet. Un vibrant hommage a été rendu au Docteur Émile-Derlin Zinsou, le Bénin cédant la présidence du Conseil permanent de la Francophonie au Vietnam. Le Québec a joué un rôle important à cette conférence, notamment à titre de rapporteur. Il a aussi pris une part active à la réforme institutionnelle découlant de l'adoption à l'unanimité de la Charte de la Francophonie qui a constitué une étape décisive dans l'histoire de la Francophonie. Cette importante réforme prévoit la nomination d'un secrétaire général, porte-parole politique et représentant officiel de la Francophonie au niveau international. La situation politique dans la région des Grands Lacs en Afrique et l'analyse des avenues pouvant contribuer au retour de la paix dans la région ont aussi fait l'objet de discussions. Enfin, le Cap-Vert a été élu membre de l'Agence de la Francophonie (ACCT) et Moncton a soumis officiellement sa candidature pour accueillir le Sommet de la Francophonie en 1999.

Pour préparer la Conférence de Marrakech et le Sommet de Hanoi, le Conseil permanent de la Francophonie, qui compte 18 États et Gouvernements nommés par le Sommet, dont le Québec, a tenu plusieurs réunions auxquelles a participé le représentant personnel du premier ministre québécois.

Tout au long de l'année 1996, le Conseil a réuni régulièrement ses commissions (politique, économique et de coopération) afin d'étudier les dossiers en profondeur pour lui permettre de prendre des décisions plus éclairées. Le Québec a activement participé à chacune de ces commissions. Il a également pris part, en février 1997, aux réunions des comités de programme qui jouent un rôle-conseil auprès des divers opérateurs de la Francophonie au regard de la programmation déterminée lors du Sommet de Cotonou.

Le Québec et le sommet de Hanoi

Afin de préparer la participation du Québec au Sommet de Hanoi, le ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard s'est rendu en mission au Vietnam en septembre 1996. Une seconde mission québécoise, en janvier 1997, a permis de préciser les grands axes de la contribution du Québec à la tenue du Sommet ainsi que les mesures à mettre en place pour que sa participation soit un succès.

La coopération multilatérale

Le Québec a continué d'appuyer, comme il le fait depuis 25 ans, le développement de la coopération multilatérale francophone. Il a maintenu et développé ses appuis aux divers programmes de l'ACCT en matière de culture, d'enseignement de base et professionnel, d'économie, d'environnement et d'énergie.

Sur le plan économique, le Québec a appuyé le programme de mobilisation de l'épargne en Afrique francophone, en partenariat avec Développement international Desjardins. Le ministère des Relations internationales, en collaboration avec l'Agence de la Francophonie et la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, a réalisé un projet visant à faire connaître l'expérience unique du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec dans toute la Francophonie pour évaluer si ce genre de fonds mobilisateur de l'épargne des travailleurs peut connaître des applications dans d'autres pays francophones. Enfin, pour favoriser le développement de la solidarité économique au sein de la Francophonie, le Québec a contribué financièrement à la mise sur pied d'un fonds de partenariat PME-PMI en collaboration avec le Forum francophone des affaires.

La Conférence ministérielle de Bordeaux, en février 1996, a retenu l'invitation du ministre des Relations internationales de tenir au Québec la Conférence des ministres chargés des inforoutes, décidée lors du Sommet de Cotonou. Les ministères québécois des Relations internationales et de la Culture et des Communications, en liaison avec le gouvernement fédéral canadien, ont participé très activement à la préparation de cette importante manifestation prévue à Montréal en mai 1997. La contribution financière obtenue par l'intermédiaire du Fonds de l'autoroute de l'information et versée au Fonds multilatéral pour le développement des inforoutes permettra, notamment, de réaliser le projet Afriweb en partenariat avec l'Agence de la Francophonie. Par ce projet, axé essentiellement sur la formation et le codéveloppement, une dizaine d'organismes dans cinq pays de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali et Sénégal) disposeront d'une vitrine sur Internet.

En janvier 1997, le ministre des Affaires municipales, M. Rémy Trudel, a présidé la délégation québécoise à la 26e session ordinaire de la CONFEJES au Cameroun. Lors de cette session, les ministres ont notamment pris connaissance de l'état des préparatifs des 3e Jeux de la Francophonie prévus à Madagascar en août 1997. Ils ont également reçu deux candidatures pour l'accueil des 4e Jeux en 2001, soit celles du Liban et du Canada.

Dans le cadre des activités de la CONFEMEN, le gouvernement du Québec a accueilli en novembre une réunion préparatoire aux Assises francophones de l'enseignement technique et de la formation professionnelle devant se tenir à Hanoi en octobre 1997.

En plus de ses contributions régulières aux activités de l'AUPELF-UREF, le Ministère a appuyé, cette année, le programme mis en place pour la Recherche dans les pays du Sud et celui des classes bilingues au Vietnam. En septembre 1996, le bureau de la Conférence des ministres de l'enseignement supérieur et de la recherche (CONFEMER), créée à l'initiative de l'AUPELF-UREF en 1993, s'est réuni à Québec sous la présidence de la ministre de l'Éducation, Mme Pauline Marois. Il a réuni une vingtaine de responsables de la recherche et de l'enseignement supérieur de pays de la Francophonie.

La conférence des ministres responsables de TV5, tenue en octobre à Montebello, a pris acte de la couverture désormais planétaire de ce réseau et a décidé d'une intensification de sa pénétration aux États-Unis où un programme de diffusion continue sera lancé vers la fin de 1997. Rappelons que le Québec est l'un des cinq partenaires gouvernementaux de TV5.

Enfin, le Ministère a maintenu son aide à l'Université Senghor d'Alexandrie sous forme de bourses à des ressortissants de pays en voie de développement.

La Francophonie au Québec

Le Québec a accueilli au cours de l'année 1996-1997 le premier forum des pays francophones membres de l'Union mondiale des aveugles (UMA), un colloque international sur la recherche féministe dans la Francophonie organisé par la Chaire d'étude sur la condition féminine de l'Université Laval, une réunion francophone de l'Union mondiale pour la nature (UICN) sur la biodiversité et le développement durable.

Du 16 au 23 mars 1997, s'est tenue la première édition de la Francofête, née de l'harmonisation de la Semaine du français, de la Semaine internationale de la Francophonie et de la Journée internationale de la Francophonie. Elle est le fruit des travaux d'un Comité de coordination interministériel qui réunit une dizaine de ministères et organismes gouvernementaux et plusieurs organismes non gouvernementaux. Parmi les activités importantes, mentionnons : la publication d'un cahier spécial thématique dans huit quotidiens du Québec, l'échange de quatre étudiants entre le Québec et le Vietnam, deux expositions thématiques grand public, un grand spectacle de la chanson francophone, la remise des Mérites du français, la diffusion de matériel pédagogique dans toutes les écoles du Québec, une émission spéciale à Télé-Québec pour la clôture de la Francofête et la participation de nombreuses équipes québécoises à la Nuit du Web francophone. De plus, au titre des activités officielles, des rencontres d'information ont été organisées à l'intention des chefs de missions diplomatiques des États et Gouvernements membres de la Francophonie. À cette occasion, le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, a remis à une personnalité de la Francophonie, Son Excellence M. Jacques Leprette, ambassadeur de France, les insignes de l'Ordre national du Québec. L'Assemblée nationale du Québec a adopté, le 20 mars, une motion soulignant la Journée internationale de la Francophonie. Enfin, dans certains comtés du Québec, ont eu lieu des jumelages de parlementaires québécois avec des représentants diplomatiques d'États et Gouvernements membres de la Francophonie.

Organisations et événements internationaux

Dans le cadre de l'accueil des organisations internationales, la Direction des organisations et événements internationaux a procédé, en 1996-1997, à la négociation et à la conclusion d'accords portant reconnaissance et octroi de certains avantages. De tels accords ont été conclus, le 9 décembre 1996, avec la Conférence internationale des syndicats libres et le Réseau mondial d'échanges. De nouveaux textes d'ententes ont été soumis au Secrétariat du Fonds multilatéral provisoire (Protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone), à la Commission de coopération environnementale nord-américaine (ALÉNA) et au Secrétariat des Nations Unies sur la diversité biologique. Les négociations sont toujours en cours.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de promotion de l'expertise québécoise auprès des organisations internationales, le ministère des Relations internationales a poursuivi ses efforts, de concert avec le gouvernement fédéral, la Ville de Montréal et Montréal International, en vue d'attirer à Montréal le Secrétariat des Nations Unies sur la Convention pour la lutte contre la désertification. Dans ce dossier, le choix doit se faire entre les villes de Montréal, de Bonn (Allemagne) et de Murcia (Espagne) lors de la première réunion des pays signataires de la Convention, à Rome (Italie) en octobre 1997.

Des ententes de détachement de personnel ont été renouvelées avec la Banque mondiale (BM) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Un bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé a été ouvert, auprès duquel est détaché un fonctionnaire québécois. Le Ministère a poursuivi sa collaboration avec la Commission de la fonction publique du Canada à laquelle des dossiers de candidatures pour des postes à pourvoir auprès d'organisations internationales du système de l'ONU ont été soumis. La Banque de ressources humaines, regroupant des personnes intéressées à œuvrer au sein d'organisations ou d'institutions financières internationales, a été mise à jour de façon systématique.

Au chapitre de la participation aux travaux des organisations internationales, des représentants du Québec ont pris part à la session annuelle du Bureau international du travail (BIT) et aux sessions de la Commission onusienne des droits de l'Homme. Un comité interministériel sur les affaires de l'Organisation internationale du travail (OIT) et des comités interministériels sur les affaires de l'UNESCO et de l'OCDE ont poursuivi leurs travaux afin de mieux coordonner l'action gouvernementale auprès de ces organisations.

Le Québec a aussi poursuivi ses activités de monitorage auprès de la BM, principal bailleur de fonds des pays en voie de développement. À cette fin, il a présenté l'expertise québécoise auprès du siège de l'Organisation à Washington. Par ailleurs, des missions au Québec de dirigeants de cette institution ont favorisé l'embauche de consultants québécois et l'octroi de contrats d'achat de biens. Le Québec a intensifié ses efforts de promotion de l'expertise québécoise auprès des institutions financières internationales (IFI), notamment le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds de l'environnement mondial (FEM). Le réseau de contacts dont dispose le Ministère auprès de ces institutions financières lui permet d'avoir accès à une information stratégique intéressante pour ses activités de promotion.

La Direction publie chaque semaine une page d'informations stratégiques sur les Nations Unies intitulée *Actualité ONU* qui permet de voir les grandes tendances qui se dessinent au sein de l'Organisation.

Un comité interministériel a été mis sur pied pour souligner le 50e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme des Nations Unies. Ce 50e anniversaire aura lieu à la fin de 1999 et déjà plusieurs ministères sont membres du comité chargé de préparer un grand événement et de planifier des activités permettant de sensibiliser les Québécoises et les Québécois à la Déclaration.

Un autre comité interministériel a préparé la Deuxième Conférence mondiale des Nations Unies sur les établissements humains – Habitat II – qui s'est tenue à Istanbul (Turquie) en juin 1996. À cette occasion, le Québec, qui était représenté, a pu remettre aux chefs des 204 délégations présentes la position du Québec dans le domaine de l'habitation par le biais d'une brochure intitulée *L'Habitat au Québec*, publiée conjointement par le ministère des Affaires municipales et le ministère des Relations internationales.

Le Québec était aussi présent au Sommet mondial des Nations Unies sur l'agriculture et l'alimentation tenu sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO/OAA), à Rome en décembre 1996. Une délégation québécoise, pilotée par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Guy Julien, a fait valoir la position québécoise à ce sommet.

Dans le cadre du Programme relatif aux événements internationaux, une délégation québécoise s'est rendue à Hong Kong en juillet 1996. Le Québec y a obtenu le Congrès sur le vieillissement qui se tiendra à Montréal en 1999 et qui devrait réunir environ 5 000 personnes. Ce congrès est sous l'égide de la Fédération internationale du vieillissement, organisation internationale établie à Montréal.

Le Ministère a coordonné la participation québécoise au 9e Congrès mondial de l'eau, aux célébrations du 10e anniversaire du Secrétariat du Protocole de Montréal pour la protection de la couche d'ozone, au colloque *Vie privée sans frontières* qui se tiendra à Montréal, au Forum UNESCO sur le patrimoine qui se tiendra à Québec et au Congrès forestier mondial qui aura lieu à Antalya (Turquie). Au chapitre des initiatives non gouvernementales, le Ministère a accordé la priorité cette année à la participation du Québec à des activités se déroulant à l'étranger en appuyant plus d'une trentaine de demandes de soutien pour la participation québécoise à des tribunes internationales.

2.8 Secrétariat à l'aide internationale

Depuis sa création, en mars 1997, le Secrétariat à l'aide internationale s'est impliqué dans un ensemble de projets dans la région des Grands Lacs africains en accordant un soutien total de 935 000 $. Les projets subventionnés visaient la réinsertion ou l'implantation des populations de retour d'exil et la mise en place ou la réorganisation de petites infrastructures sociales et communautaires pouvant permettre la réinsertion dans leur milieu. Ces interventions ont été réalisées par l'intermédiaire d'organismes québécois de coopération internationale : Oxfam-Québec, le Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI),

Le Cardinal Léger et ses œuvres ainsi que Terre sans frontières.

2.9 Direction générale des politiques et des relations fédérales-provinciales

Parmi les principales activités de la Direction en matière d'études et d'analyse, il y a lieu de signaler la mise à jour du document intitulé *Le Québec, partenaire d'avenir en Amérique*. Cette publication permet de présenter et de situer le Québec, sur les plans social, culturel, politique et économique, à la fois par rapport à ses principaux partenaires étrangers et par rapport au Canada. De plus, la Direction a continué à encourager le développement au Québec d'activités de recherche, de formation et d'information utiles à une meilleure compréhension et appréhension de l'environnement international. Dans cette perspective, la Direction a poursuivi les collaborations amorcées au cours des années passées avec différents organismes tels que la Chaire Raoul-Dandurand de l'Université du Québec à Montréal, la Chaire Jean-Monnet de l'Université de Montréal, l'Institut québécois des hautes études internationales de l'Université Laval. Elle a également poursuivi sa collaboration aux travaux du Forum sur l'avenir à long terme de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Grâce à cette collaboration, la Direction a pu avoir accès à de nombreuses études traitant notamment des impacts de la mondialisation de l'économie ou encore des impacts de l'émergence de nouveaux pays industrialisés sur le développement des pays membres de l'OCDE.

Par ailleurs, la Direction a élaboré le Plan stratégique du Ministère pour la période de 1997 à 2000. Ce plan stratégique, mis au point en étroite collaboration avec les différentes unités, vient définir les orientations, objectifs et stratégies qui guideront l'action du Ministère, au cours de cette période de trois ans, en matière d'affaires publiques et politiques, de relations culturelles et de relations économiques. Avec la collaboration des différentes unités du Ministère, mais également avec celle des différents ministères et organismes regroupés au sein du Comité interministériel de concertation continue de l'action internationale du Québec qu'elle a la responsabilité de présider, la Direction a également amorcé le processus d'élaboration d'un plan gouvernemental d'action internationale pour 1997-2000 ainsi que le processus de programmation intégrée des activités internationales de l'ensemble des ministères et organismes du Gouvernement pour l'exercice 1997-1998. L'élaboration de la Politique d'aide humanitaire du Québec et de la Politique linguistique du Ministère, ou encore la formulation d'avis au sujet du projet de politique touristique du Québec et du document de réflexion concernant la Politique de gestion de l'eau au Québec, sont d'autres exemples d'activités auxquelles la Direction a été étroitement associée au cours de l'année.

Le rôle de coordination intra et interministérielle assumé par la Direction l'a conduite à s'impliquer activement non seulement dans différents dossiers et activités reliés à l'élaboration du plan stratégique ministériel, du plan d'action gouvernemental ainsi que de politiques, mais également dans différents autres dossiers nécessitant la participation et la concertation de plusieurs intervenants. Ainsi, la Direction a assuré la coordination de l'élaboration ainsi que de la mise en œuvre de la stratégie d'action du gouvernement dans le dossier du bannissement de l'amiante. Elle a également été étroitement associée aux réflexions, discussions et consultations qui ont conduit le Ministère à appuyer la mise en place d'une association internationale des études québécoises. De plus, elle a coordonné le processus de révision de la politique québécoise d'accueil des étudiants étrangers ainsi que les réflexions concernant la promotion à l'étranger des produits et services éducatifs québécois.

À titre de responsable des relations avec les ministères et organismes du gouvernement fédéral, et plus particulièrement avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, la Direction a assuré une liaison constante avec la Direction de l'unité nationale et des relations fédérales-provinciales de ce dernier ministère. Lors de visites au Canada et au Québec de dignitaires étrangers, de missions à l'étranger de ministres québécois, ou encore de l'affectation à l'étranger de représentants du Québec, la Direction a été chargée de convenir des collaborations utiles qu'il y avait lieu d'établir avec les ministères et organismes canadiens en matière d'affaires internationales.

Enfin, à titre de représentant du Ministère auprès des régions et municipalités du Québec, la Direction a été appelée, dans le cadre du Plan stratégique du Ministère pour 1997-2000, à formuler des propositions visant à soutenir les régions dans la réalisation de projets internationaux et plus particulièrement dans l'élaboration de plans d'action leur permettant de déterminer, en fonction de leurs caractéristiques, les orientations, objectifs et priorités de leur action sur la scène internationale.

2.10 Négociations internationales

La Direction des négociations internationales a contribué à la conclusion de 14 ententes internationales dont on trouve la liste détaillée à l'annexe III du présent rapport. Parmi les ententes, on en retrouve notamment 4 avec ce partenaire privilégié qu'est la France. Ces ententes ont été conclues dans les domaines du sport, du tourisme et de la santé ainsi qu'en

matière de coopération économique, culturelle, scientifique et technologique. Cette dernière entente, conclue sous la forme d'un relevé de décisions, a été signée le 11 juin 1996, à l'occasion de la visite au Québec du premier ministre français, M. Alain Juppé. Elle vise principalement à intensifier les échanges dans le domaine des autoroutes de l'information et à mettre en œuvre des projets concrets de coopération s'adressant notamment aux jeunes.

Par ailleurs, la visite au Québec du président de la Generalitat de Catalogne, M. Jordi Pujol, en juillet 1996, a également donné lieu à la conclusion d'une nouvelle entente de coopération générale et d'une entente de coopération linguistique. On peut aussi rappeler la conclusion d'une entente de coopération entre le gouvernement du Québec et le Bureau d'État des experts étrangers de la République populaire de Chine. Cette dernière entente a pour but de stimuler la coopération et les échanges entre experts chinois et québécois dans des secteurs d'intérêt mutuel et de développer la collaboration à long terme entre les organismes publics et privés du Québec et de la Chine.

Dans le secteur de l'environnement, le Québec a signé avec le Maroc une entente de coopération axée sur le champ scientifique, technique et technologique; cette entente vise à favoriser le développement d'échanges économiques et commerciaux entre les Parties. En matière d'entraide judiciaire, deux rencontres ont eu lieu, l'une à Québec et l'autre à Paris, en vue de la conclusion d'une entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française. Le projet porte sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires en matière civile et commerciale et sur l'entraide judiciaire relative aux pensions alimentaires.

La Direction a aussi été très active dans le domaine de la sécurité sociale. Sur le plan général, la Direction a apporté un soin particulier à préciser avec les autres gouvernements le caractère mutuellement contraignant des ententes en la matière; ceci dans le but de donner aux ententes les meilleures assises juridiques et d'assurer ainsi que les bénéficiaires puissent exercer leurs droits avec toute l'efficience voulue. Des ententes couvrant les pensions ont été signées avec le Chili et les Philippines, de même qu'un avenant à l'Entente avec l'Autriche. Une deuxième ronde de négociation a eu lieu avec l'Italie pour réviser, à sa demande, l'entente actuelle qui date de 1979. Les négociations se sont poursuivies activement avec les Pays-Bas et avec le Mexique. Des rondes de négociations initiales ont également eu lieu avec la Croatie et la Turquie et des pourparlers ont été tenus avec la Belgique et avec la Slovénie.

Par ailleurs, le chef négociateur a participé aux réunions de travail semestrielles du Comité de sécurité sociale du Conseil de l'Europe, avec la délégation canadienne d'observateurs. La Direction a de plus fourni au même Comité, le rapport annuel du Québec sur l'évolution de la législation nationale en matière de sécurité sociale. Enfin la Direction a contribué au rapport du Québec destiné au secrétariat général du Conseil de l'Europe pour sa recherche « sur les systèmes de sécurité sociale et leur fonctionnement dans un système économique difficile ».

Sur le plan multilatéral, la Direction a préparé et fait parvenir au gouvernement fédéral les contributions québécoises qui sont intégrées au rapport qu'il transmet aux organes compétents des Nations Unies, tel le troisième rapport sur le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Elle a aussi participé, conjointement avec le Secrétariat à la condition féminine, à l'examen par le Comité compétent des Nations Unies, des troisième et quatrième rapports du Canada relatifs à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Enfin, un de ses membres a participé aux délégations canadiennes à la Commission des droits de l'Homme et à deux groupes de travail des Nations Unies sur les questions autochtones. Il a aussi contribué aux activités du Comité permanent des fonctionnaires chargés des droits de la personne.

Les travaux de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de sa Conférence (CIT) annuelle ont été suivis de près par la Direction qui, comme chaque année, a assuré la coordination de la préparation des positions québécoises sur les questions techniques à l'ordre du jour soit : le travail à domicile, la consultation tripartite à l'échelle nationale sur la politique économique et sociale et les politiques de l'emploi dans une économie mondialisée. Sur cette dernière question, une représentante du ministère d'État de l'Emploi et de la Solidarité a participé aux travaux de la CIT à titre de conseillère technique au sein de la délégation canadienne.

La Direction a également assuré la coordination de la préparation des réponses aux questionnaires du Bureau international du travail (BIT) sur les questions techniques à l'ordre du jour de la CIT de 1997 comme, par exemple, les conditions générales pour stimuler la création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises. Elle a effectué un travail similaire en ce qui concerne les rapports sur trois conventions ratifiées (87- Liberté syndicale et protection du droit syndical, 100- Égalité et rémunération et 122- Politique de l'emploi) de même que sur trois autres instruments, soit les Conventions n° 29 et n° 159 et la Recommandation n° 168.

Dans la foulée du Sommet de la Terre (Rio, 1992), la Direction a collaboré, avec les ministères concernés et le Comité interministériel sur le développement durable, à la préparation de la position du Gouvernement et de sa participation aux différentes rencontres préparatoires à la Session extraordinaire de la Commission sur le développement durable des Nations Unies, prévue en juin 1997. Finalement, la Direction a aussi préparé la visite à Genève, le 14 décembre 1996, du ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, dans le cadre de la politique gouvernementale relative à l'amiante.

2.11 Bureau de liaison – Montréal

Le Bureau de liaison à Montréal (BLM) a participé au comité préparatoire à la fondation de Montréal International qui a été instituée en novembre 1996. Par la suite, le BLM a assumé un rôle de liaison et de représentation du MRI auprès de cette nouvelle organisation. Le BLM a établi des relations fonctionnelles avec le ministère d'État à la Métropole. Le Bureau a travaillé à la promotion de Montréal-ville internationale en œuvrant plus particulièrement auprès de Montréal International, de la Société du Centre de conférences internationales de Montréal (SCCIM), du Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM) et de la Table métropolitaine de concertation en affaires internationales. De concert avec la Direction des organisations et événements internationaux, le BLM a travaillé à la promotion de Montréal-ville internationale pour l'implantation de secrétariats d'organisations internationales. Le BLM a porté une attention particulière aux démarches entreprises pour attirer à Montréal le Secrétariat permanent de la Convention sur la lutte contre la désertification des Nations Unies. Le BLM a fait partie des cinq conférences administratives régionales (CAR) de la région métropolitaine soit Montréal, Laval, Montérégie, Laurentides et Lanaudière. En vue de développer l'action internationale de ces cinq régions, le BLM a amorcé une démarche de réflexion pour que chacune d'elles développe un plan d'action international pour 1997-2000. Le Bureau de liaison à Montréal a participé à titre de représentant ministériel aux activités publiques organisées par les consulats et organisations internationales présents à Montréal.

2.12 Protocole

Le développement des relations internationales du Québec s'effectue dans ses manifestations formelles par l'entremise du Protocole qui crée le cadre et l'atmosphère dans lesquels les rapports entre les représentants du gouvernement du Québec et ceux des gouvernements étrangers sont appelés à se dérouler. Conséquemment, le Protocole assume la responsabilité de la conduite des relations officielles du Gouvernement avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales.

Privilèges et Immunités

Aux titres d'administrateur et de responsable de l'application des Conventions de Vienne auprès des missions diplomatiques et des postes consulaires, de même que des autres immunités et prérogatives de courtoisie consenties par le Gouvernement aux gouvernements étrangers et aux organisations internationales sur le territoire québécois, le Protocole assure les relations officielles entre les membres du Gouvernement et les représentants de gouvernements étrangers et les organisations internationales. Il prend les mesures nécessaires pour que soient appliquées, en matière de privilèges et d'immunités, les règles acceptées par le gouvernement du Québec. Ainsi, il voit notamment à l'octroi des exemptions fiscales consenties par le Gouvernement aux missions diplomatiques, aux postes consulaires et aux organisations internationales établies au Québec, et ce, conformément aux conventions et ententes conclues.

Le Protocole est partie, dans nombre de cas, à l'application des droits, devant les tribunaux de juridiction civile ou criminelle, pour les actes accomplis par les membres des missions diplomatiques, des corps consulaires et des organisations internationales dans l'exercice de leur fonction. Également, le Protocole avise les missions diplomatiques ou postes consulaires des situations particulières impliquant des personnes physiques ou morales concernées par l'application des Conventions de Vienne. Il gère les diverses demandes portées à son attention et relatives aux prérogatives de courtoisie consenties par le gouvernement du Québec. En 1996-1997, quelque 10 000 dossiers divers ont été traités.

Au cours de l'exercice budgétaire 1996-1997, le Protocole a porté une attention toute particulière à certains dossiers afin d'établir de nouvelles pratiques visant à faciliter la gestion des privilèges et prérogatives de courtoisie consentis, à accroître l'efficacité du service en ces matières, notamment dans la perspective de maintenir la qualité du dialogue entre le gouvernement du Québec et les milieux diplomatique, consulaire et auprès des organisations internationales.

Visites officielles et cérémonial d'État

De concert avec les directions géographiques et multilatérales du Ministère, la section des visites et cérémonial d'État contribue à la réalisation des objectifs de la politique du Gouvernement en matière de relations internationales en établissant les conditions nécessaires à la réalisation et au succès de rencontres internationales. Ces activités impliquent la

participation des personnalités politiques du gouvernement du Québec avec des dignitaires de gouvernements étrangers ou d'organisations internationales ayant compétence sur le territoire québécois, de même que des dignitaires étrangers en visite au Québec. Ce service prend en charge l'organisation de visites officielles, de courtoisie, de prises de poste ou d'adieux de chefs de poste diplomatique ou consulaire. Il voit aussi à l'accueil et à la réalisation de l'ensemble de visites de dignitaires étrangers au Québec. Le bilan des activités de ce service pour l'année financière 1996-1997 se retrouve en annexe IV.

La section des visites et cérémonial d'État a également eu à organiser ou à collaborer à l'organisation de cérémonies officielles dont la Fête nationale du Québec, les journées annuelles d'information des corps consulaires, les journées d'information des chefs de mission des pays membres de la Francophonie, la remise des insignes de l'Ordre national du Québec, la présentation du Discours sur le budget, l'assermentation du Lieutenant-gouverneur, le 50e anniversaire de l'UNESCO.

Le service agit également à titre de conseiller dans le cadre de l'organisation de missions du premier ministre et de ministres du gouvernement du Québec à l'étranger. De plus, il dispense, sur demande, des conseils protocolaires auprès de différents paliers de l'administration publique québécoise, des autorités régionales, municipales et scolaires, de même qu'auprès des organisations para-gouvernementales ou privées devant organiser des événements impliquant la participation de personnalités politiques et de membres du Gouvernement.

2.13 Services

Ressources humaines

La Direction des ressources humaines, dans le cadre de l'implantation du nouveau plan d'organisation, a préparé et coordonné le redéploiement du personnel, mis à jour la liste des emplois d'encadrement et procédé à l'évaluation des emplois professionnels de niveau plus élevé. De plus, elle a mis à jour la politique de développement des ressources humaines, élaboré et coordonné la réalisation du programme de formation continue en relations internationales et contribué très étroitement à la mise en place des mesures alternatives de renforcement du réseau.

Dans le cadre de la réduction des coûts de main-d'œuvre, la Direction a mis en place le Programme de départs volontaires et la Politique sur l'aménagement et la réduction du temps de travail. Notons également la reprise des travaux du Comité mixte sur l'organisation du travail, la campagne de sensibilisation concernant l'aménagement ergonomique des postes, la formation supportant l'implantation du Bureau informatisé, la mise à jour des modalités d'application du Règlement sur les indemnités et les allocations versées aux fonctionnaires en poste à l'extérieur du Québec et la modification, dans le régime d'emploi du personnel recruté localement, des règles d'établissement du traitement à l'embauche.

Ressources financières et matérielles

Outre les opérations courantes menées dans un contexte de changement organisationnel et de rationalisation des effectifs (départs assistés), la Direction a géré les opérations financières relatives à la fermeture de 12 délégations du Québec à l'étranger annoncée par le Gouvernement et à l'instauration de mesures alternatives de représentation du Québec à l'étranger. Ainsi, le secteur des ressources financières a coordonné les opérations financières et comptables particulières à cette situation.

Le secteur des ressources matérielles a, par ailleurs, dans ce même contexte, procédé à l'annulation ou à la sous-location des espaces à bureaux, la cession du mobilier et des équipements de même qu'à l'annulation des contrats de services. De plus, l'annulation du bail sur l'avenue Victor-Hugo à Paris a été négociée.

Ce secteur a aussi collaboré à l'implantation d'un bureau en site autonome à Munich, aux quatre antennes aux États-Unis et au réaménagement des services d'immigration à Hong Kong à l'intérieur des espaces du Haut Commissariat du Canada. De plus, la renégociation du bail de Londres et la réalisation de travaux d'aménagement majeurs ont été effectuées de même que la relocalisation du bureau de Washington et la renégociation du bail du bureau à Mexico.

Au siège, par suite de la réorganisation administrative du Ministère, des réaménagements majeurs ont été gérés par le secteur des ressources matérielles tant à Québec qu'à Montréal. Une rétrocession de plus de 2 500 mètres carrés ainsi qu'une rationalisation du parc d'entreposage ont été réalisées.

Le secteur des ressources financières fournit aux gestionnaires les services réguliers requis en matière de budgétisation, de systèmes financiers, d'opérations administratives et comptables au siège, d'information sur les politiques et les procédures administratives.

Le secteur a notamment mis en œuvre la révision de procédés courants touchant le recours des systèmes d'information en usage. Il a ainsi contribué à leur allégement et à la poursuite de la décentralisation de certaines opérations tout en offrant le support et en s'assurant d'obtenir les rapports de gestion requis par les différents gestionnaires ainsi que par les autorités ministérielles.

Enfin, le secteur des ressources financières a coordonné les différentes étapes du processus budgétaire gouvernemental, a maintenu et perfectionné ses outils de suivi du budget et des dépenses.

Gestion de l'information et des inforoutes

Au cours de l'année, la Direction a lancé et implanté le projet appelé « Bureau informatisé ». Il s'agissait essentiellement d'uniformiser les outils bureautiques dans le double but de permettre à l'ensemble du personnel du Ministère de travailler et d'échanger de façon plus efficace et d'accéder à l'information diffusée sur les réseaux électroniques, grâce aux nouvelles technologies. Ainsi, tous les postes de travail jouissent maintenant d'un environnement graphique de type Windows et de la suite Microsoft, soit Word, Powerpoint et Excel. De plus, l'accès à Internet permet à tous les employés d'acheminer plus rapidement du courrier électronique et d'effectuer des recherches sur le Web. Par ailleurs, un nouveau logiciel de courrier électronique a été installé pour faciliter la communication interne tout en intégrant celui provenant de l'externe pour une plus grande productivité et une meilleure convivialité. L'accès à tous ces outils a nécessité une mise à niveau des composantes du réseau de télécommunications, donc des serveurs plus puissants et des liens plus performants. Le personnel a bénéficié de plusieurs jours de formation sur ces nouveaux outils, soit une moyenne d'environ 5 jours par personne. Finalement, un plan d'implantation a été élaboré pour effectuer le même travail dans les représentations du Québec à l'étranger, ce plan se réalisera au cours de l'année 1997-1998.

La Direction exerce un mandat de coordination de l'action internationale en matière de technologies de l'information et d'inforoutes. Elle a donc été étroitement associée aux activités menées dans le cadre de la coopération entre la France et le Québec et avec la Francophonie. C'est elle qui préside les travaux du Groupe de travail sur la normalisation des technologies de l'information dans leurs aspects linguistiques (Groupe NoTIAL) qu'elle représentait à la conférence annuelle de l'*Internet Society* à Montréal en juin 1996 et à la rencontre d'un comité de l'ISO qui tenait ses assises à Québec en août; de plus, elle a participé à la mise en œuvre des troisièmes rencontres industrielles et institutionnelles franco-québécoises. À titre d'interlocuteur ministériel pour le dossier des inforoutes, la Direction a préparé le plan d'action du Ministère relativement à l'autoroute de l'information.

Le Service des systèmes d'information a élaboré un projet destiné à faciliter la circulation de l'information au Ministère; ce projet consiste à concevoir et à mettre en place les principaux éléments d'un intranet, c'est-à-dire d'un site Internet privé, accessible seulement aux usagers du Ministère, et qui présente différents types d'information et de services utiles à son bon fonctionnement. La mise en place de cet outil vise à faciliter l'échange et le partage de l'information et à resserrer ainsi les liens notamment entre les employés du siège et ceux du réseau. La Direction a aussi mis sur pied un Centre de documentation axé sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information : disques optiques compacts, Internet, bases de données, tout en donnant également accès aux principaux documents de référence et publications récentes. En plus d'assurer le maintien du système de gestion documentaire dans les unités de Québec et de Montréal, le Service de la gestion documentaire a récupéré et traité les dossiers des délégations du Québec à l'étranger qui ont fermé leurs portes.

Affaires juridiques

La Direction a participé à la négociation, à la rédaction et à la révision des ententes internationales. Aussi, la rédaction de contrats, de recommandations ministérielles, de décrets et d'opinions juridiques ont été au nombre des activités courantes de la Direction. Par ailleurs, un support juridique a été accordé aux délégations et aux autres formes de représentation du Québec à l'étranger.

Plus précisément, la Direction a conseillé le Ministère sur la procédure et les modalités de mise en œuvre des conventions internationales auxquelles le ministre des Relations internationales recommande au Gouvernement l'adhésion, conformément à l'article 17 de la loi du Ministère. C'est ainsi que la *Loi concernant la mise en œuvre des accords de commerce international*, sanctionnée le 13 juin 1996, a permis au gouvernement du Québec d'approuver l'Accord de libre-échange nord-américain et ses accords parallèles sur l'environnement et le travail ainsi que l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce et ses accords.

La Direction a fait aussi partie de groupes de travail interministériels. Membre du Comité de négociation des ententes en matière de sécurité sociale (CNESS), la Direction, au cours de cet exercice financier, a participé aux négociations qui ont eu cours avec le Chili, l'Italie et la Turquie. En outre, la direction fait partie du Comité interministériel sur l'Organisation internationale du travail (OIT).

En matière d'immunités, de privilèges et de prérogatives de courtoisie, la Direction a été saisie de plusieurs demandes relatives à l'application au Québec des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires.

Enfin, la Direction a participé activement à la mise en œuvre de la Politique d'accueil des organisations

internationales gouvernementales et non gouvernementales, ainsi qu'à la rédaction, à la négociation et à l'interprétation d'ententes et d'accords avec de telles organisations.

Communications

La Direction des communications a lancé la série intitulée *Études et documents*. Les ouvrages de cette série visent à expliquer et rendre manifestes aux yeux des interlocuteurs étrangers certains aspects de la vie politique, sociale et économique du Québec. Un premier document, *Le fédéralisme canadien et l'autonomie du Québec : perspective historique*, propose une interprétation de l'histoire constitutionnelle du Québec et un aperçu de ses principales demandes de réforme. Un second, *Des lois et des langues au Québec : Principes et moyens de la politique linguistique québécoise*, expose les raisons qui ont poussé le législateur québécois à protéger la langue française, l'histoire de la législation linguistique, les moyens qu'elle emploie et sa portée réelle. Ces documents sont offerts en français, en anglais et en espagnol.

Un numéro de *Québec International* traitant de *Montréal : une technopole qui remue ciel et terre* a été publié cette année. Tiré à 30 000 exemplaires et en trois langues (français, anglais et espagnol), il a été distribué dans 80 pays.

Les bulletins bimensuels d'information *Québec Update* et *La Lettre du Québec* reprennent des nouvelles brèves dans divers secteurs et sont utilisés par les représentations du Québec à l'étranger pour informer des clientèles cibles de leur territoire; ils sont accessibles dans le site Internet du Ministère.

La Direction a lancé la *Revue des actualités*, un bulletin d'information bimensuel, en français et en anglais, dont l'objectif est d'offrir une vue d'ensemble de l'action internationale du gouvernement du Québec. Ce bulletin est diffusé principalement par voie électronique, notamment aux corps diplomatique et consulaire, aux correspondants étrangers en poste à Toronto, Ottawa et Montréal, aux divers ministères et organismes; le réseau des représentations du Québec à l'étranger en assure la diffusion auprès de ses interlocuteurs. La *Revue des actualités* est également accessible sur le site Internet du Ministère.

La Direction a produit trois revues de presse électroniques quotidiennes (générale, économique et internationale) à l'intention du Ministère et du réseau de représentants à l'étranger. Un monitorage de la presse étrangère est aussi effectué et une revue de presse, *Le Québec vu de l'étranger,* paraît périodiquement.

La Direction a également réorienté en profondeur son site Internet (http://www.mri.gouv.qc.ca) : nouvelle politique éditoriale, traduction du contenu en plusieurs langues, adoption d'une approche plus journalistique et nouveau graphisme. Cette deuxième génération du site correspondra mieux aux besoins de la clientèle prioritaire du Ministère : les décideurs étrangers. Il est « en ondes » depuis le début de l'automne 1997.

Une exposition photographique couleur sur le Québec a été produite en quatre exemplaires, dont une version espagnole. Ses 27 panneaux illustrent les paysages, la culture, la population et les secteurs d'excellence du Québec. Les délégations générales de Bruxelles, Paris et Mexico peuvent maintenant faire circuler cette exposition sur leur territoire respectif.

Les données des documents généraux, *Le Québec actuel* et *Le Québec, partenaire d'avenir en Amérique,* ont été mises à jour et certaines photos du premier document ont été adaptées au nouveau texte. La Direction a par ailleurs poursuivi sa collaboration avec le Bureau de la statistique du Québec pour la production en anglais et en espagnol de la brochure *Le Québec, chiffres en mains.*

Elle a aussi diffusé des notes d'information et des argumentaires aux délégués généraux du Québec à l'étranger afin de leur permettre d'expliquer ou de répliquer publiquement à des erreurs de faits véhiculés dans certains dossiers comme la situation politique du Québec, l'intégrité territoriale ou encore la situation des Autochtones.

Sur le plan des relations publiques, elle a accueilli 64 journalistes étrangers représentant des médias d'Asie, d'Europe et d'Amérique latine, notamment dans le cadre de visites de chefs d'État ou de ministres étrangers. Les articles sur le Québec ont ainsi pu être publiés dans plusieurs médias internationaux.

La Direction a fourni des services de communications à l'ensemble du Ministère, notamment en organisant des conférences de presse, en préparant des dossiers de presse, en effectuant la révision linguistique et la traduction de documents.

Elle a fourni une expertise conseil et mené à terme 104 projets en matière de production graphique et d'édition, et répondu à 82 demandes de services en audiovisuel, sans compter les nombreuses demandes de publications et de recherches de la part du personnel du Ministère et du grand public.

Vérification interne et Évaluation

En matière de vérification interne, trois mandats de vérification ont été réalisés. Le mandat sur la gestion de la Délégation générale du Québec à Londres a porté sur les pratiques de gestion et sur les contrôles exercés sur les ressources financières, matérielles, humaines et informatiques, de même que sur l'organisation et le contrôle des activités des services de la

Délégation. Le second mandat, découlant de la fermeture de certaines délégations, a porté sur les procédés mis en place pour la liquidation ordonnée et optimale des éléments d'actifs des délégations et sur la conformité des versements des indemnités de départ octroyés aux employés recrutés localement. Le troisième mandat, associé aux activités financières des délégations, a porté sur le procédé de transfert de fonds aux délégations, d'enregistrement de ces transferts dans les livres comptables des délégations, le traitement des déboursés faits par les délégations et la comptabilisation des dépenses au système budgétaire et comptable gouvernemental (SYGBEC) afin d'évaluer les risques en découlant et les contrôles pour les minimiser.

À la suite de la restructuration du Ministère en juin 1996, l'Évaluation a été regroupée avec la Vérification interne. Les travaux ont consisté à contribuer à la définition du plan stratégique du Ministère et le plan d'action en découlant, puis à rechercher et à établir les indicateurs de performance des activités du programme du Ministère.

ANNEXE I
Effectif

Nombre d'employés par statut, catégorie d'emploi et lieu de travail
RÉGULIERS — situation au 31 mars 1997 (en équivalent temps complet)

STATUT	QUÉBEC	MONTRÉAL	ÉTRANGER	TOTAL
Cadre supérieur (hors cadre et cadre supérieur)	35	4	21	60
Cadre intermédiaire et professionnel	128	14	28	170
Personnel de bureau, technicien, ouvrier	149	7	—	156
TOTAL	**312**	**25**	**49**	**386**

OCCASIONNELS — situation au 31 mars 1997 (en équivalent temps complet)

STATUT	QUÉBEC	MONTRÉAL	ÉTRANGER	TOTAL
Contractuel	0	0	0	0
Professionnel	0	0	49	49
Personnel de bureau, technicien, ouvrier	2	0	108	110
TOTAL	**2**	**0**	**157**	**159**
GRAND TOTAL	**314**	**25**	**206**	**545**

Effectif dans les représentations du Québec à l'étranger au 31 mars 1997

Représentation	Fonctionnaire[1]	Contractuel	Attaché local	Recruté local	TOTAL
ÉTATS-UNIS					
Atlanta	—	—	1	—	1
Boston	—	—	4	—	4
Chicago	—	—	3	—	3
Los Angeles	—	—	2	—	2
New York/Washington	7	—	7	16	30
EUROPE					
Bruxelles	5	—	5	10	20
Rome	—	—	1	—	1
Londres	3	—	7	7	17
Paris	19	—	8	42	69
Vienne	2	—	—	5	7
Munich	1	—		1	2
AMÉRIQUE LATINE					
Mexico	4	—	3	11	18
ASIE ET OCÉANIE					
Hong Kong	2	—	—	7	9
Tokyo	2	—	7	5	14
Hanoi	1	—	—	—	1
Hô Chi Minh-Ville	1	—	—	—	1
AFRIQUE					
Abidjan	1	—	—	1	2
Damas	1	—	—	3	4
Réserve d'occasionnels	—	—	1	—	1
TOTAL	**49** [1]	—	**49**	**108**	**206**

1. Dont les postes de délégué général et autres postes occupés par des contractuels

ANNEXE II
VENTILATION DES CRÉDITS

Programme 01: Promotion et développement des affaires internationales

Éléments de programme	Crédits[1] (000 $)	Dépenses[1] (000 $)	Pourcentage utilisation %	Effort budgétaire (000 $)
01 Direction et soutien administratif	23 124,0	21 239,0	91,8	1 885,0
02 Représentation du Québec à l'étranger	40 320,0	38 042,0	94,4	2 278,0
03 Développement des affaires bilatérales et multilatérales	22 264,0	22 181,0	99,6	83,0
04 Fonds spéciaux				
Total	**85 708,0**	**81 462,0**	**95,0**	**4 246,0**

[1] inclut les prêts, placements et avances

ANNEXE III
ENTENTES INTERNATIONALES CONCLUES ENTRE LE 1er AVRIL 1996 ET LE 31 MARS 1997

Relevé de décisions des entretiens de monsieur Lucien Bouchard, premier ministre du Québec, et de monsieur Alain Juppé, premier ministre de la République française, signé le 11 juin 1996.

Déclaration de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française en matière de sport, signée le 11 juin 1996.

Entente de coopération dans les domaines économique, scientifique et technologique entre le gouvernement de l'État du New Jersey et le gouvernement du Québec, signée le 19 juin 1996.

Entente de coopération en matière linguistique entre le gouvernement du Québec et le gouvernement autonome de la Catalogne, signée le 10 juillet 1996.

Entente de coopération entre le gouvernement autonome de la Catalogne et le gouvernement du Québec, signée le 10 juillet 1996.

Entente visant le renforcement de la coopération dans les domaines de la science et de la technologie entre le gouvernement du Québec et la Commission de la science et de la technologie de Shanghaï, signée le 2 septembre 1996.

Accord de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Minas Gerais, signé le 4 septembre 1996.

Entente de coopération entre le gouvernement du Québec et le Bureau d'État des experts étrangers de la république populaire de Chine, signée le 11 octobre 1996.

Entente en matière de sécurité sociale entre le Québec et la république des Philippines, signée le 22 octobre 1996.

Avenant à l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la république d'Autriche, signé le 11 novembre 1996.

Entente de coopération entre le gouvernement du royaume du Maroc et le gouvernement du Québec en matière d'environnement, signée le 13 décembre 1996.

Entente de coopération dans les domaines économique, commercial et industriel entre le ministère des Relations internationales du Québec et le ministère du Commerce extérieur, des Mines et de l'Énergie de la république de Colombie, signée le 19 décembre 1996.

Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française dans le domaine du tourisme, signée le 30 janvier 1997.

Entente en matière de sécurité sociale entre le Québec et le Chili, signée le 21 février 1997.

Entente de réciprocité entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État du Rhode Island concernant l'immatriculation des véhicules de commerce, signée le 6 mars 1997.

Entente en matière de santé entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française, signée le 25 mars 1997.

ANNEXE IV

Principales visites et manifestations organisées entièrement ou partiellement par le Protocole, du 1er avril 1996 au 31 mars 1997

AVRIL

2 et 3	Visite du secrétaire d'État à la Santé et à la Sécurité sociale de la République française, M. Hervé GAYMAR
14 au 17	Visite d'une délégation de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat français
17 et 18	Visite du secrétaire général de l'OCDE, M. Jean-Claude PAYE
18 et 19	Conférence des ministres de l'Éducation des pays ayant le français en partage (CONFEMEN)
25	Visite de prise de poste du haut-commissaire pour le Malawi, S.E.M. Bright M. MSAKA
25	Visite du gouverneur du Maine, M. Angus S. KING, dans le cadre de «Co-entreprises Québec-Maine 1996»
26	Visite de courtoisie du consul général de la République fédérale d'Allemagne, M. Fritz von ROTTENBURG
26	Visite de courtoisie de l'ambassadeur du Royaume de Belgique, S.E.M. Christian FELLENS

MAI

2	Visite de courtoisie du consul général des États-Unis d'Amérique, M. Stephen R. KELLY
3 et 4	Visite du président de la République du Sénégal, S.E.M. Abdou DIOUF
6	Inauguration du Secrétariat de la Convention des Nations unies pour la diversité biologique
6 et 7	Courtoisies d'arrivée et de départ pour Mme Léa RABIN, veuve de l'ex-premier ministre d'Israël, M. Yitzhak RABIN
8	Courtoisies d'arrivée et de départ pour le ministre des Affaires étrangères d'Israël, M. Ehud BARAK
9	Visite de la consule générale du Costa Rica, Mme Patricia GUDINO-FERNANDEZ
12 au 14	Visite privée du premier ministre de la Saskatchewan, M. Roy ROMANOW
13 au 18	Visite du ministre du Budget, de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Région wallonne, M. Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE
13 et 14	Visite du ministre du Commerce intérieur de la République populaire de Chine, M. CHEN Bangzhu
22 au 24	Rencontre du *Multilateral Investment Guarantee Agency* (MIGA) de la Banque mondiale impliquant la participation de 30 ministres étrangers des Mines
23	Visite de prise de poste de l'ambassadeur de la République arabe d'Égypte, S.E.M. Mahmoud FARGHAL
23	Visite de l'ambassadrice de la République du Mali, S.E.Mme Manassa Danioko DIAKITÉ
23	Réunion du Conseil d'administration de l'AUPELF-UREF et inauguration du CIFED
24	Rencontre mensuelle des chefs de postes consulaires de carrière et honoraires de Montréal avec la participation du ministre des Relations internationales, M. Sylvain SIMARD
28	Visite de prise de poste du haut-commissaire pour la Nouvelle-Zélande, S.E.M. Maurice McTIGUE

JUIN

2 et 3	Visite à New York du premier ministre, M. Lucien BOUCHARD
4 et 5	Visite de l'assistante du ministre des Affaires étrangères de la République du Viêt-nam, Mme Ton Nu Thi NINH
5 et 6	Conférence des gouverneurs des États de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres des provinces de l'Est du Canada
10 et 11	Visite du premier ministre de la République française, M. Alain JUPPÉ

13 au 16	9e congrès de l'Association internationale des politiques de santé
14 et 15	Visite privée du directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Jacques DIOUF
21 au 25	Visite du gouverneur de la province de Liège (Région wallone), M. Paul BOLLAND
24	Fête nationale
24	Cérémonie de remise de l'Ordre national du Québec
25	Visite du ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, des Postes et des Télécommunications et responsable du dossier des autoroutes de l'information de la République française, M. François FILLON, dans le cadre d'INET 96
25 au 28	INET 96
13 au 14	Visite d'adieu du consul général de Roumanie, M. Romulus P. BENA
17	Visite de courtoisie du consul général de Grèce, M. Nikolaos VAMVOUNAKIS

JUILLET

6 au 9	Visite du président de la Généralité de Catalogne (Espagne), M. Jordi PUJOL i SOLEY

AOÛT

9 au 15	Courtoisies d'arrivée et de départ pour le prince héritier du Laos, S.A.R. Tia Sourivong SAVANG
20	Visite d'adieu du consul général de France à Québec, M. Dominique DE COMBLES DE NAYVES
22	Visite du président du Sénat, M. Edgar LEBLANC, et du président de la Chambre de la République d'Haïti, M. Fritz Robert ST-PAUL
22 et 23	Conférence des premiers ministres
28	Cérémonie hommage aux médaillés des Jeux olympiques et paralympiques d'Atlanta (Domaine Cataraqui)
28 au 11 septembre	Mission du ministre des Relations internationales, M. Sylvain SIMARD, en Asie
29 au 7 septembre	Mission du vice-premier ministre, M. Bernard LANDRY, en Amérique latine

SEPTEMBRE

1 au 5	Mission ministérielle du Sénégal
4 au 7	Visite du vice-ministre-président de la Bavière, M. Hans ZEHETMAIR
9 au 15	DEMO '96 - Exposition et colloque international de l'industrie forestière
9 et 10	Visite de travail du directeur de l'IFRI, M. Thierry DE MONTBRIAL
10 et 11	Visite du gouverneur de la Pennsylvanie, M. Thomas RIDGE et du secrétaire à l'Environnement, M. James SEIF
10 et 11	Visite de travail d'une délégation de la Commission pour la santé et les services sociaux de la région de VENETO (Italie)
12	Cérémonie d'installation du nouveau lieutenant-gouverneur, M. Jean-Louis ROUX
12	Visite du ministre délégué au Commerce du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, M. Anthony NELSON
13 au 18	Mission en Europe du ministre des Relations internationales, M. Sylvain SIMARD
16	Visite de prise de poste de l'ambassadeur de la République du Venezuela, S.E.M. Felix ROSSI-GUERRERO
16 et 17	Visite d'une délégation de parlementaires belges
18 et 19	Visite de prise de poste du haut-commissaire pour le Bangladesh, S.E.M. Mufleh R. OSMANY
19 et 20	Visite d'une délégation de recteurs d'universités de l'Autriche
24 au 26	Participation du ministre de l'Énergie du Mexique, M. J. Reyes HEROLES au Forum de l'industrie du gaz naturel
26 et 27	Visite de prise de poste de l'ambassadeur du Royaume de Suède, S.E.M. Jan STAHL
30 au 2 octobre	Visite de courtoisie de l'ambassadeur de Malte, S.E.M. Albert Borg OLIVIER DE PUGET

OCTOBRE

1 au 10	Visite de travail du ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé de la Région wallonne, M. Willy TAMIMIAUX
1	Participation du ministre des Relations internationales, M. Sylvain SIMARD, à un déjeuner-rencontre du Corps consulaire de Toronto
1 et 2	Visite de courtoisie de l'ambassadeur de la République italienne, S.E.M. Andrea NEGROTTO CAMBIASO
1 et 2	Visite de prise de poste de l'ambassadeur de la République de Finlande, S.E.M. Veijo SAMPOVAARA
3	Visite de la consule générale du Canada à Los Angeles, M[me] Kim CAMPBELL
3 et 4	Visite du gouverneur de l'État du San Luis Potosi des États-Unis mexicains, S.E.M. Horacio SANCHEZ UNZUETA
4 au 7	Visite de l'ex-premier ministre de la République française, M. Raymond BARRE, dans le cadre des Entretiens Jacques-Cartier
7	Visite de prise de poste de l'ambassadeur de la République du Congo, S.E.M. Dieudonné ANTOINE-GANGA
7	Visite du secrétaire d'État au Affaires étrangères et à la Coopération du Royaume du Maroc, M. Taib FASSI-FIHRI
7	Funérailles de l'ancien premier ministre, M. Robert BOURASSA
7	Visite du nouvel ambassadeur du Canada à Paris, M. Jacques ROY
7 au 9	Visite du premier ministre de la République de Côte-d'Ivoire, S.E.M. Daniel KABLAN DUNCAN
8	Visite du directeur Amérique du Nord des Relations extérieures de Cuba, M. C.F. DE CASSIOS
8	Ordre national du mérite français (Salle du Conseil législatif)
11	Participation du ministre des Relations internationales, M. Sylvain SIMARD, à un déjeuner rencontre des membres du Corps consulaire latino-américain de Montréal et des consuls généraux d'Espagne et du Portugal
11 et 12	Visite du secrétaire d'État aux communautés portugaises, D[r] Jose LELLO
12	Participation du ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, à l'ouverture du congrès du Richelieu international
12 au 16	Visite du chef du Parti Rassemblement et Culture de la République algérienne démocratique et populaire, M. Said SADI
13 au 23	Congrès mondial de la conservation
15, 16 et 17	Visite de prise de poste de l'ambassadeur du Japon, S.E.M. Takashi TAJIMA
17	Visite de courtoisie de l'ambassadeur du Burkina Faso, S.E.M. Mouhoussine NACRO
17	Visite de prise de poste de la consule générale de la République de l'Indonésie à Toronto, M[me] Titiek SYUONO
17	Visite de courtoisie de l'ambassadeur de la République du Chili, S.E.M. Roberto DIAZ
22	Signature d'entente entre le Québec et la République des Philippines
23	Visite de prise de poste du consul général de la République du Chili, M. Alejandro CARVAJAL
24	Visite de courtoisie auprès du ministre des Relations internationales, M. Sylvain SIMARD, de l'ambassadeur de la République algérienne démocratique et populaire, S.E.M. Abdesselam BEDRANE

NOVEMBRE

1 au 7	Visite du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports de la République d'Haïti, M. Jacques-Édouard ALEXIS
3 au 7	Visite de la ministre des Affaires sociales et de la Promotion de la féminité et de l'enfance de la République de Guinée, M[me] Sarane DARABA KABA
4 au 6	Visite de la secrétaire d'État à l'Alphabétisation de la République d'Haïti, M[me] A. CHANCY

5	Commémoration du décès de de l'ancien premier ministre, M. René Lévesque
6 au 8	Visite de parlementaires finlandais
7	Visite de prise de poste de l'ambassadeur du Viêt-nam, S.E.M^me^ DINH Thi Minh Huyen
11	Participation du premier ministre, M. Lucien BOUCHARD, à la cérémonie du jour du Souvenir
11 au 14	Visite du ministre-président de la Région wallonne, M. Robert COLLIGNON
13	Visite de prise de poste du consul général de la Confédération Suisse, M. Albert MEHR
13	Visite de prise de poste de l'ambassadeur de la principauté d'Andorre, S.E.M. Juli MINOVES-TRIQUELL
14	Visite privée de la princesse Anouray KHAMMAO du Laos
15 au 18	Escale du R.H.M. « Le Malabar » de la Marine nationale française
18 au 20	Courtoisies d'arrivée et de départ pour le ministre de la République de Grèce responsable de la Macédoine et de la Thrace, M. P. PETSALNIKOS
19 au 22	Réunion des délégués généraux du Québec à l'étranger et des chefs de poste au Canada
19 au 20	Visite du premier ministre des Bahamas, M. Hubert INGRAHAM
25 au 27	Visite de prise de poste du haut-commissaire de Malaisie, S.E.M. Haji MOHAMED
25 au 30	Mission à Cuba de l'adjoint parlementaire du vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, et député de Berthier, M. Gilles BARIL
26	Rencontre du ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, avec les ambassadeurs des pays d'Afrique francophone
28	Visite de prise de poste du consul général de la République de Colombie, M. Eufracio MORALES
29	Visite du directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), S.E.M. Federico MAYOR

DÉCEMBRE

2	Visite de prise de poste du consul général du Pérou, M. Raul RIVERA Maravi
2	Visite de prise de poste du consul général du Pakistan, M. Muhammad ASHRAF
2	Visite de prise de poste du délégué de la Communauté française de Belgique et chargé des Relations internationales de la Région wallonne, M. Philippe NAYER
3	Visite de prise de poste de l'ambassadeur de la République du Pérou, S.E.M. Hernan COUTURIER Mariategui
4	Visite de prise de poste du consul général de Cuba, M. Gabriel TIEL Capote
4 au 6	Mission à Paris du vice-premier ministre, M. Bernard LANDRY
5	Cérémonie d'inauguration du nouveau siège de l'OACI
5 et 6	Visite de la ministre de l'Éducation de la principauté d'Andorre, M^me^ MAS RIBO
6	Visite de prise de poste du consul général de la République française, M. Dominique BOCHÉ
10 et 11	Réunion de la Commission permanente franco-québécoise
11	Visite du ministre de la Planification du développement et des Affaires gouvernementales de la province de Gauteng de la République d'Afrique du Sud, M. Sicelo SHICEKA
12	Cérémonie de dévoilement de la plaque désignant l'édifice du ministère des Finances « Gérard-D.-Lévesque »
13 au 21	Mission au Maroc du ministre des Relations internationales, M. Sylvain SIMARD, pour la rencontre ministérielle annuelle de la Francophonie
16	Petit déjeuner rencontre du premier ministre avec des dirigeants d'entreprises l'accompagnant en Asie en janvier prochain
19 au 21	Visite du gouverneur du Shaanxi (Chine), M. CHENG Andong
21	Funérailles nationales du poète Gaston MIRON

JANVIER

7 au 18	Voyage du premier ministre, M. Lucien BOUCHARD, en Asie (Corée, Philippines, Thaïlande) en compagnie de gens d'affaires
9 et 10	Colloque sur l'action internationale de l'ancien président François MITTERAND organisé par l'UNESCO et l'Institut François-Mitterand
14	Visite de prise de poste du consul général de la République de Colombie, M. Eufracio MORALES
17	Visite de courtoisie du consul général de Grèce, M. Nikolaos VAMVOUNAKIS
21	Visite de prise de poste du consul général du Japon, M. Tadanori INOMATA
22 et 23	Visite de prise de poste de l'ambassadeur de l'État d'Israël, S.E.M. David SULTAN
25 au 2 février	Participation du vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, M. Bernard LANDRY, au Sommet économique au Japon et en Suisse (Davos)
30	Cérémonie de prestation de serment de la lieutenant-gouverneur désignée, M^me^ Lise THIBAULT

FÉVRIER

1 au 8	Mission en Espagne et en France de la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, M^me^ Rita DIONNE-MARSOLAIS
3	Visite officielle de l'ambassadeur du Japon, S.E.M. Takashi TAJIMA, auprès du premier ministre, M. Lucien BOUCHARD
3	Visite d'adieu de l'ambassadeur de la République française, S.E.M. Alfred SEIFER-GAILLARDIN, auprès du premier ministre, M. Lucien BOUCHARD
4 et 5	Visite officielle de l'ambassadeur de la Tunisie, S.E.M. Habib LAZREG
6 et 7	Mission à Vancouver du ministre des Relations internationales, M. Sylvain SIMARD
7 et 8	Visite du secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Daniel TARSCHYS
8 au 16	Mission en République française (Cannes et Paris) de la ministre de la Culture et des Communications, M^me^ Louise BEAUDOIN
11	Visite officielle de l'ambassadeur de la République islamique d'Iran, S.E.M. Seyed Mohamad Hossein ADELI
12 au 18	Mission du ministre des Relations internationales, M. Sylvain SIMARD, en Allemagne et au Royaume-Uni
13 et 14	Visite de la ministre des Affaires sociales de Belgique, M^me^ Magda M. DE GALAN
15	Participation des membres du Corps consulaire aux activités du Carnaval de Québec
18 au 20	Poursuite des rencontres prévues dans le cadre de la visite de prise de poste du consul général de la République française, M. Dominique BOCHÉ
19	Signature d'entente (procès-verbal) avec la Wallonie
21	Signature d'entente en matière de sécurité sociale avec la République du Chili
21	Signature d'entente (procès-verbal) avec la Communauté française de Belgique

MARS

1 au 8	Mission au Sénégal et en Côte-d'Ivoire du ministre des Relations internationales, M. Sylvain SIMARD, et de la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, M^me^ Rita DIONNE-MARSOLAIS
2 au7	Mission au Costa Rica, du ministre d'État des Ressources naturelles, M. Guy CHEVRETTE
4	Rencontre du haut-commissaire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, S.E.M. Anthony M. GOODENOUGH, et du premier ministre, M. Lucien BOUCHARD
4	Dîner en l'honneur du 2^e^ vice-président de la *State Power Grid development* (Chine)
5	Visite à la prison de Bordeaux du consul de la République d'Haïti, M. Lionel L. LAVIOLETTE

11 au 21	Mission au Japon et en Indonésie du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Guy JULIEN
11 et 12	Visite officielle de l'ambassadeur de la République hellénique, S.E.M. John-Alexandre THOMOGLOU
12	Visite de prise de poste du consul général de la République de Pologne, M. Dobromir DZIEWULAK
12 et13	Visite de prise de poste du consul général de Roumanie, M. Gheorghe BALTAC
13	Visite de prise de poste du consul général de la République portugaise, M. Eduardo José Salcher Fernandes DE OLIVEIRA
16 au 22	Semaine de la Francophonie en présence des ambassadeurs des pays membres de la Francophonie
16 au 26	Mission en Roumanie de la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, M[me] Rita DIONNE-MARSOLAIS
18	Remise de l'Ordre national du Québec à l'ambassadeur de France, M. Jacques LEPRETTE
18 et 19	Rencontre avec les ambassadeurs et consuls des pays et gouvernements membres de la Francophonie
18 et 19	Visite du ministre des Affaires étrangères de la République algérienne démocratique et populaire, M. Hamed ATTAS
19	Visite du gouverneur du Minas Gerais (Brésil), M. Eduardo Brandao DE AZEREDO
20	Journée internationale de la Francophonie en présence des ambassadeurs des pays membres de la Francophonie
21 et 22	Visite du ministre de l'Éducation nationale de la République algérienne démocratique et populaire, M. Slimane CHEIKH
22 au 27	Visite de la présidente de la Commission des relations économiques extérieures du parlement européen, M[me] Luciana CASTELLINA
22 au 29	Mission au Royaume de Belgique, en République française, en République fédérale d'Allemagne, au Royaume du Maroc et en République tunisienne, du ministre de l'Environnement et de la Faune, M. David CLICHE
23 au 27	Mission en République française du ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Jean ROCHON
25	Discours sur le budget
26 et 27	Visite officielle du haut-commissaire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, S.E.M. Anthony M. GOODENOUGH
27	Visite officielle de l'ambassadeur du Royaume d'Espagne, S.E.M. Fernando M. VALENZUELA

Composition typographique : Mono•Lino inc.

Achevé d'imprimer en décembre 1997
sur les presses de l'imprimerie
BergeMont à Québec

Gouvernement du Québec
Ministère des Relations internationales

Imprimé sur papier contenant 50 % de fibres recyclées dont 10 % désencrées.

ISBN 2-551-17959-9

Imprimé au Québec (Canada)

6,00 $